

CHU DE BREST
Pôle Investissement

Direction des Travaux et de l'Architecture
Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale
2 avenue Foch – 29200 BREST

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE
DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE
SUR LES DIFFERENTS SITES DU GHT DE BRETAGNE
OCCIDENTALE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Dispositions communes

Rédacteurs : Sabina LOVRIC, Alexandre BOUDET, Thibaut IBACH

Date : 31/12/2025

Table des matières

1. PRESENTATION DU MARCHÉ	8
1.1. Objet du marché	8
1.2. Cadre général des prestations	8
1.3. Contenu du marché de maintenance	9
1.4. Désignation des lots	10
1.5. Sites concernés pour les lots.....	10
2. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	12
2.1. Obligations du titulaire	12
2.2. Qualification de l'entreprise et de ses personnels	13
3. DISPOSITIONS GENERALES	14
3.1. Période de préparation du marché de maintenance.....	14
3.2. Normes et réglementations	15
3.3. Documentations.....	21
4. MESURES DE PREVENTION	21
5. PERSONNELS DU TITULAIRE	22
5.1. Exigences générales	22
5.1.1. Responsable du marché.....	23
5.1.2. Le personnel d'intervention.....	23
5.1.3. Personnels des établissements du GHT.....	24
5.2. Contrôle des prestations	25
5.3. Moyens d'accès et de manutention	25
5.4. Coordination des interventions	25
5.5. Modalités d'intervention par rapport a l'amiante.....	25
5.6. Gestion des déchets – Propreté.....	26
6. LIMITES DE PRESTATIONS	27

6.1. Généralités	27
6.2. Essais fonctionnels des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S)	28
6.3. Exclusion des prestations du titulaire	29
7. MODALITES D'EXECUTION	30
7.1. Généralités	30
7.2. Contenu des prestations.....	30
7.3. Pièces de rechange	31
7.3.1. Gestion du stock	31
7.3.2. Petites fournitures et consommables	32
7.4. Règles de maintenance.....	33
7.4.1. Portail client (WEB) :.....	33
7.4.2. Obligations de maintenance :	35
7.5. Main courante.....	36
8. MAINTENANCE PREVENTIVE	36
8.1. Préambule.....	36
8.2. Conditions d'interventions	36
8.3. Périodicité des opérations de maintenance préventive.....	37
8.3.1. S.D.I	37
8.3.2. S.M.S.I	37
9. MAINTENANCE CORRECTIVE.....	37
9.1. Préambule.....	37
9.2. Moyens mis en œuvre.....	37
9.3. Dépannages et Conditions d'intervention	38
9.4. Délais d'intervention et de remise en service	38
9.4.1. Panne affectant un équipement compromettant le bon fonctionnement du SSI :	38
9.4.2. Panne affectant un équipement ne compromettant pas le bon fonctionnement du SSI :	39

9.5.	Intervention sur astreinte pour le réarmement des SSI et des DAS (option CHU et ses annexes) :	39
10.	TRAÇABILITE DES INTERVENTIONS	40
10.1.	Généralité	40
10.2.	Maintenance préventive	40
10.2.1.	Rapport d'intervention	40
10.2.2.	Rapport de visite de maintenance préventive	41
10.3.	Maintenance corrective et formalisation des interventions	42
11.	SUIVI DE MAINTENANCE	43
11.1.	Préambule	43
11.2.	Suivi des demandes	43
11.3.	Carnet d'entretien	43
11.4.	Audit des installations	44
11.5.	Remise des installations – Changement de prestataire de maintenance	44
11.6.	Réunions et suivi qualité	45
11.7.	Rapport Annuel	46
12.	DESCRIPTION DES ESSAIS FONCTIONNELS DE MAINTENANCE PREVENTIVE	47
12.1.	Préambule	47
12.2.	Classification des niveaux d'accès à l'exploitation et la maintenance des S.S.I	47
12.2.1.	Niveau 0 (à disposition du public)	47
12.2.2.	Niveau I (personnel exerçant une responsabilité générale de surveillance)	48
12.2.3.	Niveau II (personne ayant une responsabilité particulière de sécurité)	48
12.2.4.	Niveau III (personnel habilité à faire de la maintenance ou de la vérification)	48
12.2.5.	Niveau IV (personnel autorisé par le constructeur)	49
12.3.	Essais fonctionnels : S.D.I.	49
12.3.1.	Signalisation d'alarme feu par sollicitation	49

12.3.2.	Signalisation de dérangement par :	49
12.4.	Essais fonctionnels : S.M.S.I. — Généralités	50
12.4.1.	Maintenance fonctionnelle du S.M.S.I. (vérification des scénarios)	50
12.4.2.	Fonction d'évacuation	51
12.4.3.	Fonction de compartimentage	52
12.4.4.	Fonction de désenfumage.....	52
12.4.5.	Fonction d'extinction automatique à gaz	52
12.5.	Essais fonctionnels : Unité d'Aide à l'Exploitation (U.A.E.)	52
12.5.1.	Préambule	52
12.5.2.	tâches à réaliser Lors de chaque intervention	53
12.5.3.	Contrôle des communications entre les différents éléments connectés	53
12.5.4.	Analyse de l'historique pour relever :	54
12.5.5.	Base de donnée — Archivage	54
12.6.	Essais fonctionnels : S.M.S.I. — Alarme — Évacuation	54
12.6.1.	Essais fonctionnels de l'élément central du système d'alarme incendie vocale	54
12.6.2.	Essais fonctionnels Équipement d'Alarme de type 1 :	55
12.6.3.	Essais fonctionnels Équipement d'Alarme de type 2a	55
12.6.4.	Essais fonctionnels Équipement d'Alarme de types 2b et 3.....	55
12.6.5.	Essais fonctionnels des équipements d'alarme de type 4	55
12.7.	Essais fonctionnels	55
12.8.	S.M.S.I. — Compartimentage.....	55
12.8.1.	Portes à fermeture automatique	55
12.8.2.	Portes coulissantes à fermeture automatique	55
12.8.3.	Portes battantes à fermeture automatique	56
	Suivant dispositions NFS 61 933	56
12.8.4.	Clapets auto commandés.....	56

12.8.5.	Clapets télécommandés.....	56
12.9.	Essais fonctionnels : S.M.S.I. — Désenfumage naturel	56
12.9.1.	D.A.S. de désenfumage (évacuation et amenée d'air).....	56
12.9.2.	Liaisons des D.A.S. de désenfumage (évacuation et amenée d'air)	56
12.9.3.	Dispositifs de commande (D.C.S., D.C.M., D.C.M.R.) et les D.A.C.	56
12.10.	Essais fonctionnels : S.M.S.I. — Désenfumage Mécanique	56
12.10.1.	Volets, volets de transfert et ouvrants d'amenée d'air	56
12.10.2.	Coffrets de relayage et ventilateurs de désenfumage (extraction et soufflage)	56
12.10.3.	Essai fonctionnel d'une fonction de désenfumage mécanique sur commande C.M.S.I. ou D.C.S.	56
12.11.	Essais fonctionnels : S.M.S.I. — Extinction automatique à gaz inertes et inhibiteurs	57
12.12.	Essais fonctionnels : Alimentations	58
12.12.1.	Alimentations électriques de sécurité.....	58
12.12.2.	Essais fonctionnel : Systèmes Détecteurs Autonomes Déclencheurs (S.D.A.D.)	59
13.	SPECIFICATIONS PARTICULIERES.....	59
13.1.	Reconditionnement ou remplacement des détecteurs automatiques d'incendie.....	59
13.2.	Remplacement des équipements à durée de vie limitée	60
13.3.	Maintenance préventive de l'Unité d'Aide à l'Exploitation (U.A.E.)	60
13.4.	Contrôle triennal par organisme accrédité (bureau de contrôle)	61
13.5.	Visites périodiques de la commission de sécurité	61
13.6.	Essais foyers type	62
13.7.	dossier d'identité du SSI.....	62
14.	FORMATION DU PERSONNEL	62
14.1.	Exploitation des S.S.I	62
14.2.	Formation annuelle du personnel de sécurité incendie – type A :	63
14.3.	Formation annuelle du personnel de sécurité incendie – TYPE B	64

14.4.	Formation annuelle des exploitants non sachants – TYPE C	65
14.5.	Exploitation des U.A.E	66
15.	MAINTENANCE DES DAS ASSOCIES AU SSI	67
	Préciser quels sont les établissements et sites des établissements concernés (cf dpgf)	67
15.1.	Contexte	67
15.2.	Généralités	67
15.3.	Responsable du suivi de la prestation	67
15.4.	Définition des prestations	68
15.4.1.	Nature des prestations incluses dans le forfait	68
15.4.2.	Maintenance préventive :	68
15.4.3.	Essais fonctionnels CMSI et visite triennale SSI	69
15.4.4.	Stock de pièces de rechanges DAS	69
15.4.5.	Le titulaire doit l'ensemble des petites fournitures, notamment :	70
15.5.	Mise en service de nouvelles installations DAS	71
15.6.	Prestations hors forfait	71
15.6.1.	Maintenance corrective	71
15.7.	modalités d'exécution des opérations de maintenance	72
15.7.1.	Conditions d'interventions	72
15.7.2.	Planning des essais fonctionnels CMSI :	72
15.7.3.	Délai d'intervention :	72
15.7.4.	Délais de remise en service :	73
15.7.5.	Approvisionnement de matériel :	74
15.7.6.	Conformité règlementaire des prestations exécutées dans le cadre de la maintenance corrective :	75
15.7.7.	Suivi de prestation :	75
16.	Cybersécurité	75

16.1. Outils et accès mis à disposition par le GHT	76
16.2. Hébergement et sous-traitance.....	76
16.3. Incidents, vulnérabilités et gestion de crise	77
16.4. Référentiels applicables.....	77
16.5. Contrôle et audits	78

1. PRESENTATION DU MARCHÉ

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le Prestataire s'engage à réaliser ses prestations comme indiqués dans ce descriptif. Le Marché a pour objet la vérification, la maintenance, l'entretien et les contrôles des systèmes de sécurité incendie et d'extinction automatique à gaz s'y rapportant pour les différents établissements du GHT de Bretagne Occidentale (GHT 29).

Il a également pour objectif de définir les actions à entreprendre pour répondre aux obligations réglementaires en matière de maintenance de ces installations. Conformément à la norme NF S 61-933, le titulaire s'engage à assurer l'entretien de toutes les installations dans le cadre des lots concernés.

Les interventions de maintenance seront réalisées selon les prescriptions techniques du présent cahier des charges, de ceux des fabricants, et selon les règles de l'art. Sont donc exclus de ce marché tous les travaux de remplacement n'entrant pas dans le cadre de la maintenance destinée à maintenir les conditions réglementaires d'exploitation.

1.2. CADRE GENERAL DES PRESTATIONS

Ce marché est à obligation de résultat.

D'une manière générale, le titulaire du marché est responsable de l'entretien préventif des installations, du diagnostic en cas de panne, du dépannage et de la réparation de ces installations.

Le titulaire du marché déclare être parfaitement informé que les installations dont il doit assurer la vérification et l'entretien sont des installations existantes.

Le titulaire du marché assurera la formation du personnel désigné à l'exploitation du SSI conformément aux dispositions de la norme NFS 61 933.

Le titulaire s'assurera que les installations lui permettent de remplir ses obligations contractuelles et accepte de les prendre en charge telles qu'elles se composent.

Le titulaire devra détenir et fournir les agréments (et/ou documents de certifications) délivrés par les autorités concernées.

Il est tenu par ailleurs à une obligation de conseil et doit signaler aux représentants du GHT (référents achats et référents techniques) du site concerné, par écrit, toute anomalie constatée dans la conception des installations et proposer des solutions en vue d'améliorer leur sécurité et signale les anomalies auxquelles il ne peut remédier dans le cadre du marché.

Toute modification substantielle par rapport aux installations décrites initialement fera l'objet d'un avenant.

1.3. CONTENU DU MARCHE DE MAINTENANCE

Le marché de maintenance doit au minimum spécifier :

- La liste des éléments constitutifs du S.S.I. concerné,
- La liste détaillée des prestations prévues (liste des actions, nombre de visites, etc.) en précisant les annexes de la présente norme prise en compte et leurs éventuelles limites de responsabilité,
- Les conditions d'exécution (y compris les exigences logistiques : date de prise d'effet, astreintes, recours à nacelle, conditions d'accès au site, etc.),
- Les particularités attachées à certaines opérations,
- La périodicité de la maintenance préventive sur site,
- Les conditions d'intervention à caractère correctif (délai d'intervention, conditions éventuelles de sous-traitance avec conséquences éventuelles sur les délais),
- Les conditions de remise des documents en fin de visite précisant l'état fonctionnel du système objet du contrat et, ultérieurement, du compte rendu (ou équivalent) précisant l'état réel du système et les préconisations du

mainteneur,

- L'engagement à faire état de préconisations, argumentées ou justifiées par des textes de référence, en termes de devoir d'information et de conseil, par exemple l'analyse de l'installation eu égard à l'évolution du risque surveillé.

1.4. DESIGNATION DES LOTS

Les sites concernés par ce marché sont les établissements du GHT de Bretagne occidentale.

Quatre lots techniques sont constitués :

- Lot n° 1 équipements DEF des établissements de Brest et sites annexes – Landerneau – Lesneven - Morlaix
- Lot n° 2 équipements SIEMENS des établissements de Brest et sites annexes – CH Lanmeur - Morlaix
- Lot n° 3 équipements ESSER des établissements de Crozon Saint Renan Lesneven, Morlaix et Carhaix (cuisine)
- Lot n°4 équipements CHUBB des établissements de Lesneven et Brest (Moissan)

1.5. SITES CONCERNES POUR LES LOTS

Les prestations porteront sur les systèmes de sécurité incendie installés sur les différents sites du GHT de Bretagne Occidentale, à savoir :

Lot n°1 DEF

➤ CHU de Brest :

- Hôpital de la Cavale Blanche, rue Tanguy Prigent, 29200 Brest,
- Hôpital de Carhaix, rue du Docteur Menguy, 29 270 Carhaix ;
- Résidence Delcourt-Ponchelet, 55 rue Jules Guesde, 29 200 Brest
- CATTP Delcourt-Ponchelet, 55 rue Jules Guesde, 29 200 Brest (Type 4)
- Etablissement Saint-Louis, 55 rue Jules Guesde, 29 200 Brest (Type 4)
- CATTP Les Hauts de Provence, 40 avenue de Provence, 29 200 Brest (Type 4)

- CATTP IFPS, 11 rue Colbert, 29 200 Brest (Type 4)
- Chapelle de la Résidence Delcourt Ponchelet (Type 4)
- Morlaix :
 - Centre Hospitalier des Pays de Morlaix 15 rue de Kersaint – Gilly, 29 600 Morlaix
 - Site de Guervenon Rue de Kervoazou- 29 600 Plongonven ;
- Landerneau :
 - Hôpital général, 1 route de Pencran, 29 800 Landerneau,
 - Hôpital psychiatrique, 1 route de Pencran 29 800 Landerneau,
 - EPHAD An Elorn : 3 bâtiments pour 1 SSI (Kanededenn – Ty Sklaer – Ker Sav Heol) 1 rue du docteur Pouliquen 29 800 Landerneau ;
- Lesneven :
 - Bâtiment Cleusmeur, rue chanoine Calvez, 29 260 Lesneven.

Lot n°2 SIEMENS :

- CHU de Brest :
 - Hôpital Morvan 2 avenue Foch 29 200 Brest
 - Hôpital de la cavale Blanche Boulevard Tanguy Prigent 29 200 Brest
 - Hospitalisation 3 et plateforme du pôle de Biologie
 - Hôpital de Bohars Route de Ploudalmézeau 29 820 Bohars
 - Self de l'hôpital de Bohars Route de Ploudalmézeau 29 820 Bohars (Type 4)
 - Gymnase de l'hôpital de Bohars Route de Ploudalmézeau 29 820 Bohars (Type 4)
 - Winnicott 38 rue de la Duchesse Anne 29 200 Brest
 - CATTP de Winnicott 38 rue de la Duchesse Anne 29 200 Brest (Type 4)
 - SSR Guilers 8 rue Alexandre Lemonnier 29 820 Guilers
 - Foyer An Avel Vor 10 place des FTPF 29 200 Brest
 - Centre René Fortin rue de Lez Huel 29 820 Bohars
- Morlaix :
 - Centre Hospitalier des Pays de Morlaix (CHPM) 15 rue de Kersaint Guilly 29 600 Morlaix

- CH de Plougonven rue de Kervoazou 29 640 Plougonven
- Blanchisserie rue Edouard Branly 29 600 Saint Martin des Champs.
- Lanmeur :
 - Centre hospitalier de Lanmeur 9 rue Traon Bezaden 29 620 Lanmeur

- Lot n°3 ESSER :
- CHU Brest :
 - CH Carhaix (cuisine) rue du Docteur Menguy 29 270 Carhaix
- CH Crozon rue Théodore BOTHOREL 29 160 Crozon
- CH Saint Renan Hôpital Le Jeune 17 rue de Brest 29 290 Saint Renan
- Lesneven : Bâtiment Le Dorguen rue Alexandre Masseron 29260 Lesneven
- Morlaix :
 - Centre Hospitalier des Pays de Morlaix (CHPM) 15 rue de Kersaint Guilly 29 600 Morlaix
 - CH de Plougonven rue de Kervoazou 29 640 Plougonven

Lot n°4 CHUBB

- Brest : Moissan 7 rue Henry Moissan 29 200 Brest
- Lesneven : Site principale Bâtiments Médecine et Ty Maudez Rue Barbier de Lescoat 29 260

2. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

2.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

En préalable à toute opération de maintenance du S.S.I., le prestataire doit informer les représentants GHT (référents sécurité technique) du site concerné des conséquences de ses opérations, et de l'éventuelle mise en place de mesures compensatoires.

Un des engagements de service du titulaire est le devoir de conseil, qui est l'obligation de proposer au client la solution adaptée à ses besoins et aux réglementations existantes.

Le prestataire doit également assurer et tenir informer les exploitants de Systèmes de Sécurité Incendie de :

- La « veille technologique des produits » afin de garantir le niveau de performance, de fonctionnalités et de maintenabilité des SSI.
- La satisfaction des occupants par la qualité et la continuité du service.
- Le respect des conditions de fonctionnement définies dans les spécifications techniques du constructeur.
- Les performances de fonctionnement des installations et équipements au niveau optimal, proches de celui des performances d'origine.
- La fiabilité et la pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif.
- Le maintien des installations en conformité avec les règlements de sécurité et les règles de l'art.
- Les résultats fixés au présent marché, la recherche permanente et optimale pour l'amélioration des résultats et des coûts.
- Des dates de fin de maintenance connues des produits constituant les SSI.

2.2. QUALIFICATION DE L'ENTREPRISE ET DE SES PERSONNELS

Les personnels chargés d'exécuter les opérations de maintenance du S.S.I. devront être formés pour :

- Intervenir en conformité avec les opérations de maintenance préventives et/ou correctives prévues par le fabricant de chaque équipement,
- Réaliser l'ensemble des essais fonctionnels nécessaires pour assurer que le système objet du contrat est « en état de veille et fonctionnel ».

Le titulaire s'engage à intervenir avec du personnel qualifié et de compétences parfaitement adaptées aux matériels et systèmes constituant les installations du présent marché.

Les opérations de maintenance corrective, en référence aux niveaux d'accès III ou IV de la norme NFS 61-933, devront être réalisées par des techniciens spécialisés pour intervenir sur les éléments constitutifs du S.S.I.

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites devra disposer d'une qualification professionnelle sur les systèmes électriques courants faibles et courants forts.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. PERIODE DE PREPARATION DU MARCHE DE MAINTENANCE

Le marché comporte une période de préparation au moins de 5 semaines au cours de laquelle le titulaire devra réaliser les actions suivantes :

- Prendre connaissance des sites et équipements du périmètre du marché, et vérifier la liste des équipements fournie en annexes n° 1 à 3 conformément aux dispositions du §11.4 du présent C.C.T.P.
- Définir l'organisation de ses équipes et désigner le responsable du présent marché comme mentionné au § 5.1.1 du présent C.C.T.P. ;
- Participer à la rédaction du plan de prévention mentionné au § 4 du présent C.C.T.P. ;
- Participer à la réunion de lancement du marché avec les représentants des établissements du GHT dans les locaux, dont les dates et lieux seront précisés à l'attribution ;
- Mettre au point la trame de rapport d'activité à fournir annuellement aux établissements du GHT (cf. §11.7 du présent CCTP)
- Proposer aux représentants des établissements du GHT un planning prévisionnel annuel par site des visites de maintenance préventive à effectuer au titre du marché.

Le titulaire devra réaliser un état des lieux des installations ainsi qu'une mise à jour pendant la période de préparation.

L'inventaire des équipements est mis à jour lors de l'état des lieux préalable à l'établissement du procès-verbal de prise en charge (établi lors de la mise au point du marché).

En conséquence, à partir de cette prise en charge des installations, le titulaire renonce à faire état de difficultés provenant de la qualité du matériel ou de l'exécution des travaux.

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure l'exploitation technique et la maintenance, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en la matière.

A la prise en charge des installations, le titulaire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé ou entretenu auparavant les installations dans les domaines du réglage, des finitions ou nettoyage pour se soustraire à son obligation de résultat et au maintien en parfait état de propreté des équipements.

3.2. NORMES ET REGLEMENTATIONS

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux présentes prestations ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des matériels concernés, et ce sur la durée du marché.

- Code de l'urbanisme ;
- Article L143-2, R143-2 à R143-47, R. 131-33 et R. 131-34 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Arrêté du 23 mai 1989, modifié, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type U

- Arrêté du 10 décembre 2004, relatif aux nouvelles dispositions particulières applicables dans les établissements de type U ;
- Instruction Technique n°246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public.

- Les normes relatives aux SSI rendues obligatoires par l'article MS 53 du Règlement de Sécurité :
 - NF S 61-931 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Dispositions générales de février 2014;
 - NF S 61-932 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Règles d'installation de juillet 2015 ;
 - NF S 61-933 : Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) – Règles d'exploitation et de maintenance d'Avril 2019;
 - NF S 61-934 : Centralisateurs de mise en sécurité incendie (CMSI) ;
 - NF S 61-935 : Systèmes de sécurité incendie (SSI) – Unités de Signalisation (U.S.) ;
 - NF S 61-936 : Systèmes de sécurité incendie (SSI) – Équipements d'alarme (E.A.) ;
 - NF S 61-937 : Systèmes de sécurité incendie (SSI) – Dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ;
 - NF S 61-938 : Système de sécurité incendie (SSI) – Dispositifs de commande manuelle (D.C.M.) – Dispositifs de commandes manuelles regroupées (D.C.M.R.) – Dispositifs de commande avec signalisation (DCS) – Dispositifs adaptateurs de commande (DAC) ;
 - NF S 61-939 : Systèmes de sécurité incendie (SSI) – Alimentations pneumatiques de sécurité (A.P.S.) ;
 - NF S 61-940 : Systèmes de sécurité incendie (SSI) – Alimentations électriques de sécurité (AES) ;
 - NF S 61-950 : Matériels de détection d'incendie – Détecteurs et organes intermédiaires ;
 - NF S 61-961 : Matériels de détection d'incendie – Détecteurs autonomes déclencheurs (DAD) ;

NF S 61-970 : Règles d'installation des systèmes de détection incendie (S.D.I.) – y compris ses annexes et/ou compléments ;

FD S 61-949 : Commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939 ;

NF EN 54-1 : Systèmes de détection et d'alarme incendie – partie 1 : Introduction (indice de classement : S 61-981) ;

NF EN 54-2 : Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 2 : Équipement de contrôle et de signalisation (indice de classement : S 61-982) ;

NF EN 54-4 : Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 4 : Équipement d'alimentation électrique (indice de classement : S 61-984) ;

NF EN 54-5 : Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 5 : Détecteurs de chaleur (indice de classement : S 61-985) ;

NF EN 54-7 : Systèmes de détection et d'alarme incendie – Partie 7 : détecteurs ponctuels fonctionnant suivant le principe de la diffusion de la lumière ou de l'ionisation (indice de classement : S 61-987) ;

NF C 48-150 : Blocs autonomes d'alarme sonore d'évacuation d'urgence (BAAS).

- NF X 60 010 : Vocabulaire de maintenance.
- NF X 60 011 : Opérations de maintenance.
- NF X 60 102 : Contrats de maintenance - Clauses techniques
- N°5655 : Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics des installations de sécurité incendie ;
- N°5659 : Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de maintenance des installations de sécurité incendie.

En complément des textes réglementaires et normatifs cités ci-dessus, le Système de Sécurité Incendie de l'établissement doit satisfaire aux exigences des documents suivants :

- Règle R 7 de l'A.P.S.A.D. relative aux règles d'installation et de maintenance des systèmes de détection automatique incendie.
- Règle R 13 de l'A.P.S.A.D. relative aux règles d'installation et de maintenance des installations d'extinction automatique à gaz.

- Prescriptions de la commission de sécurité.
- Code du travail.
- Observations du contrôleur technique.
- Norme NF C 15-100 : Installations Électriques Basse Tension.
- UTE C 18-510.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

Lexique des abréviations :

A.E.S.	Alimentation Électrique de Sécurité	S.F.	Stable au Feu de Degré
A.G.S.	Alarme Générale Sélective	S.S.S.	Système de Sonorisation de Sécurité
C.C.F.	Clapet Coupe-feu	S.S.I.	Système de Sécurité Incendie
C.C.H.	Code de la Construction et de l'Habitation	U.C.M.C.	Unité de Commande Manuelle Centralisée
C.F.	Coupe-feu de Degré	U.G.A.	Unité de Gestion des Alarmes
C.M.S.I.	Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie	U.G.I.S.	Unité de Gestion des Issues de Secours
S.M.S.I.	Système de Mise en Sécurité Incendie	E.A	Équipement d'Alarme
C.T.A.	Centrale de Traitement d'Air	U.S.	Unité de Signalisation
C.T.P.	Cheminement Technique Protégé	V.C.C.	Volet pour Conduit Collectif
D.A.D.	Détecteur Automne Déclencheur	V.C.U.	Volet pour Conduit Unitaire
D.A.S.	Dispositif Actionné de Sécurité	V.M.C.	Ventilation Mécanique Contrôlée
D.M.	Déclencheur Manuel	V.T.P.	Volume Technique Protégé
D.T.U.	Document Technique Unifié	Z.A.	Zone d'Alarme
E.A.	Équipement d'Alarme	Z.C.	Zone de Compartimentage
E.R.P.	Établissement Recevant du Public	Z.D.A.	Zone de Détection Automatique

E.R.T.	Établissement Recevant des Travailleurs	Z.D.M.	Zone de Détection Manuelle
P.F.	Pare Flamme de Degré	Z.F.	Zone de désenfumage
P.F.A.	Porte à Fermeture Automatique	Z.S.	Zone de Mise en Sécurité Incendie
S.D.I.	Système de Détection Incendie	Z.S.	Zone de Mise en Sécurité Incendie
E.C.S	Équipement de Contrôle et de Signalisation	U.A.E	Unité d'Aide à l'Exploitation
D.A.C	Dispositif Adaptateur de Commande	D.C.M	Dispositif de Commande Manuelle
D.C.T	Dispositif de Commande Terminal	D.I.C	Dispositif Intermédiaire de Commande
U.S	Unité de signalisation	D.C.S	Dispositif de Commande et de Signalisation
D.C.M.R	Dispositif de Commande Manuelle Regroupée		

Pour les besoins du présent document, les termes et définitions suivants s'appliquent :

Essais fonctionnels :	- Action visant à donner la garantie que le produit et/ou le système fonctionne avec le même niveau de performance que celui imposé lors de sa mise en service
Exploitation :	- Ensemble des actions consistant à faire usage du S.S.I et à veiller à son bon fonctionnement
Maintenance-entretien (du S. S.I) :	- Ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir le S. S. I dans l'État lui permettant d'assurer l'intégralité de ses fonctions
Maintenance élémentaire (du S. S. I) :	- Activités élémentaires de maintenance qui ne requiert pas d'accès de niveau III (mainteneur) ou de niveau IV (constructeur)
Maintenance préventive (du S. S. I) :	- Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et

	destinés à réduire la probabilité de défaillance et/ou la dégradation du fonctionnement d'un bien (NF EN 13306 :2017)
Maintenance corrective (du S. S. I) :	Maintenance exécutée après détection d'une panne est destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise (NF EN 13306 :2017)
Mainteneur :	- Entité en charge de la maintenance-entretien du S. S.I et/ou de la partie du S. S. I considérée
Système détecteurs autonome déclencheur (S.D.A.D) :	Système conforme à la norme NFS 61-931 et utilisé généralement pour réaliser une mise en sécurité locale
Système de Sécurité Incendie (S. S. I) :	<p>Système constitué de l'ensemble des matériels servant à collecter toutes les informations ou ordre liés à la seule sécurité incendie, à les traiter et à effectuer les fonctions nécessaires à la mise en sécurité d'un bâtiment ou d'un établissement.</p> <p>Dans sa version la plus complète, un S. S. I est composée de deux sous-systèmes principaux : un Système de Détection Incendie (S.D.I) et un Système de Mise en Sécurité Incendie (S. M. S. I).</p> <p>Les S. S. I sont répartis en cinq catégories décrites dans la norme NFS 61-931. Les diverses configurations sont schématisées dans son annexe A.</p>
Technicien compétent :	<p>- Le technicien compétent est une personne qui a été formée :</p> <p>- aux particularités techniques des éléments constitutifs du S. S. I sur lequel il intervient, et</p>

	<p>- aux aspects réglementaires auquel est soumis l'établissement (limitée à son domaine d'intervention).</p> <p>Il doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système de son exploitation.</p> <p>Ce technicien est qualifié et habilité par son employeur</p>
Technicien spécialisé :	<p>- Personnes aptes à intervenir sur certains éléments constitutifs aux niveaux d'accès III ou IV pour faire la maintenance corrective.</p> <p>Ce technicien est qualifié et habilité par son employeur</p>

3.3. DOCUMENTATIONS

Les documents à fournir et à tenir à jour dans le cadre du présent marché sont rédigés en langue française et sont à transmettre aux établissements du GHT en version papier et en version informatique (format modifiable Word, Excel hors PDF).

4. MESURES DE PREVENTION

Conformément aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4515-11 du Code du travail relatifs à la prévention des risques liés aux interventions d'entreprises extérieures, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et les établissements du GHT de Bretagne Occidentale pendant la période de préparation du présent marché.

Ce plan devra être signé par les deux parties avant le démarrage des prestations objet du présent marché. Il sera renouvelé chaque année à l'occasion d'une réunion contradictoire entre les représentants respectifs des différentes entités concernées.

5. PERSONNELS DU TITULAIRE

5.1. EXIGENCES GENERALES

Les personnels du titulaire ont accès aux locaux où sont installés les équipements, dans les conditions suivantes.

Ils doivent être munis :

- D'une pièce d'identité ;
- D'un badge établi par l'entreprise ou d'une tenue vestimentaire laissant clairement apparaître le nom de l'entreprise.

Ils doivent observer les consignes du service de sécurité Incendie des Établissements Recevant du Public (ERP), à savoir :

- Délivrance d'autorisation de travaux par points chauds
- Autorisation pour manipulation de matières dangereuses.

Les personnels du titulaire doivent se conformer aux prescriptions en vigueur dans l'établissement où ils effectuent les prestations et, en particulier, au règlement intérieur et aux consignes d'hygiène et sécurité. Ils doivent en outre être courtois avec les usagers et le personnel des établissements du GHT de Bretagne Occidentale.

Avant toute intervention de maintenance, le personnel du titulaire doit informer le référent sécurité incendie ou son représentant de son intervention en précisant : l'objet, le temps d'intervention, les installations concernées, les conséquences sur la disponibilité des équipements. En fin d'intervention, il précisera les opérations effectuées. Les installations devront être fonctionnelles.

À la fin de chaque intervention de maintenance, le personnel du titulaire devra remplir systématiquement les mains courantes des établissements du GHT de Bretagne Occidentale. Celles-ci sont localisées par site, à proximité de chaque centrale incendie. En fin d'intervention, les locaux doivent être propres, en ordre et débarrassés de tous déchets générés par les opérations de maintenance ou de dépannage, objet du présent marché.

5.1.1. RESPONSABLE DU MARCHE

Le titulaire devra désigner au cours de la période de préparation, et pour la durée du marché, le responsable du marché au sein de son organisation. Ce responsable sera l'interlocuteur privilégié des établissements du GHT de Bretagne Occidentale.

Pour tous les aspects relatifs au déroulement des prestations, cette personne sera un technicien qualifié et compétent dans le domaine, nommément désigné, qui devra être aisément joignable par les établissements du GHT de Bretagne Occidentale.

Le responsable de prestations assurera notamment le suivi de la bonne exécution des prestations et participera aux réunions. Le titulaire devra proposer une organisation permettant de gérer les absences de ce responsable.

Le responsable du marché participera aux réunions semestrielles/annuelles.

Il est responsable :

- Du respect de l'exécution des plannings de maintenance préventive,
- De la gestion du stock de pièces de rechange,
- Du contrôle de qualité des prestations,
- Des documents techniques et rapports tels que définis au présent marché,
- De l'organisation du travail,
- De la préparation et le suivi des prestations,
- De l'information des représentants des établissements du GHT de Bretagne Occidentale,
- De la discipline du chantier et personnel,
- De la rédaction des comptes rendus de réunion ainsi que du rapport annuel,
- De la signature des registres de sécurité.

5.1.2. LE PERSONNEL D'INTERVENTION

Le titulaire remettra aux établissements du GHT de Bretagne Occidentale la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour validation. Il informera les établissements du GHT des mouvements de personnel.

Le personnel du titulaire possèdera les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par le représentant de l'établissement du GHT de Bretagne Occidentale.

Il convient de rappeler que le marché est à obligation de résultats. Il appartient au titulaire dans le cadre de ce marché, de définir le nombre, la durée et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site.

Hormis pour les essais semestriels des SSI, le personnel du titulaire du marché ne sera pas accompagné lors de ses interventions. Le titulaire prendra toute disposition pour assurer une parfaite connaissance des sites par les techniciens qui interviendront sur les SSI afin d'éviter toute mauvaise manipulation ou faute de programmation qui pourrait avoir des conséquences dommageables pour la sécurité des patients dans des services de soins.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaire à la bonne exécution de ses prestations. Le titulaire s'engage notamment à ce que son personnel ait une parfaite connaissance des éléments techniques remis dans le mois qui suit la prise en charge des installations et sache utiliser le matériel, les installations et équipements mis à disposition.

5.1.3. PERSONNELS DES ETABLISSEMENTS DU GHT

Les établissements du GHT de Bretagne Occidentale désigneront pendant la période de préparation du marché un représentant dédié à chaque site où se trouvent les équipements.

Chaque représentant désigné pourra être amené à passer des bons de commande au titre du présent marché.

Pour la maintenance préventive, le titulaire devra planifier les visites en accord avec chacun de ces représentants qui fixeront ces dates selon le planning prévisionnel annuel.

5.2. CONTROLE DES PRESTATIONS

Les établissements du GHT pourront en présence d'un représentant du titulaire dûment convoqué, procéder à toutes les vérifications et contrôles utiles. Ces contrôles peuvent être effectués par un organisme sans que ce contrôle ne dégage la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Pour ce faire, le titulaire sera prévenu 48 heures avant la date de la visite prévue.

Les techniciens se présenteront aux PC sécurité ou auprès des référents sécurité et techniques, à leur arrivée et à leur départ.

5.3. MOYENS D'ACCES ET DE MANUTENTION

Le titulaire doit travailler avec son propre matériel d'accès (travail en hauteur, ...), de manutention, de protection (échelle, échafaudage, outillage, équipement de protection, matériel de manutention, etc.). En aucun cas du matériel ne sera prêté par les établissements du GHT au titulaire ou à ses sous-traitants.

5.4. COORDINATION DES INTERVENTIONS

Si un établissement exécutant le présent marché met en œuvre un nouvel équipement pendant la durée du marché, son intégration au marché fera l'objet d'un avenant. Pendant la période de garantie de cet équipement, le titulaire prendra toutes dispositions en accord avec le constructeur et/ou l'installateur de cet équipement pour assurer la coordination de leurs interventions.

Pendant les périodes de garantie, le titulaire assurera les prestations suivantes :

- Les opérations de maintenance préventive.
- Les opérations de maintenance curative,
- La fourniture des petites fournitures liées aux opérations de maintenance.

5.5. MODALITES D'INTERVENTION PAR RAPPORT A L'AMIANTE

Les établissements du GHT fourniront au titulaire l'ensemble des dossiers techniques amiante en leur possession prévus par la réglementation. Ils communiqueront notamment les DTA et tout rapport de repérages relatifs aux locaux concernés par le présent marché.

Dans le cadre du présent marché, aucun percement ne pourra être effectué par le titulaire du marché.

Tout remplacement d'équipement susceptible de contenir de l'amiante ou du plomb fera l'objet d'une analyse des supports et matériaux relative au risque amiante et plomb (clapets coupe-feu, volets de désenfumage etc.)

5.6. GESTION DES DECHETS – PROPRETE

Le titulaire doit procéder à la mise en décharge de tous les déchets générés par son activité sur le site de l'établissement exécutant le marché. Il en supporte tous les frais induits.

Ces déchets comprennent notamment :

- Les emballages des produits et matériels fournis par le titulaire,
- Les matériels ou produits usagés, remplacés ou déposés dans le cadre du présent marché,
- Les résidus des produits consommables utilisés.
- Les déchets pouvant contenir des fibres d'amiantes ou de plomb dans le cadre du remplacement des DAS

Le titulaire a l'obligation de respecter la réglementation spécifique au traitement des déchets industriels. Il devra pouvoir justifier du respect de cette réglementation (traçabilité). Il fournira à cet effet les bordereaux de suivi de déchets.

Le titulaire aura à sa charge la gestion, le transport et l'élimination des déchets générés par ses interventions conformément à la réglementation en vigueur.

Selon le volume de déchets générés, soit il les fera enlever par un transporteur directement à partir du lieu du chantier, soit il assurera leur stockage provisoire dans ses propres locaux en attendant leur envoi en filière d'élimination.

Dans tous les cas, le titulaire devra faire remplir les bordereaux de suivi des déchets (BSD) à l'établissement exécutant le marché avant que les déchets ne quittent le site, et remettra au dit établissement les BSD intégralement remplis une fois les déchets pris en charge par le ou les centres d'élimination et de traitement.

Pour l'élimination des détecteurs de type ioniques, le titulaire prendra les modalités d'enlèvement de ces déchets auprès de la personne compétente en radioprotection ou son représentant des établissements du GHT concerné.

Pour l'élimination des déchets pouvant provenir du remplacement de DAS (volets de désenfumage, clapets ou portes coupe-feu etc.) susceptibles de contenir de l'amiante et/ou du plomb, le titulaire doit également respecter la réglementation spécifique aux déchets amiantés. Pour cela, les déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante devront être conditionnés par le titulaire dans des emballages appropriés et fermés (avec apposition de l'étiquetage ad hoc) de manière à ne pas provoquer d'émission de poussière.

Les conditions d'élimination de tout déchet provenant de la maintenance des DAS et faisant l'objet des directives amiantes et plomb feront l'objet d'un devis émis au cas par cas par le titulaire. L'établissement du GHT concerné se réservant le droit de donner suite ou de faire appel à un prestataire de son choix.

Le titulaire prévoira les moyens de manutention pour l'évacuation des déchets : véhicules appropriés, transpalette, bacs de récupération pour huiles fréons... transpalette, bacs de récupération pour huiles fréons...

6. LIMITES DE PRESTATIONS

6.1. GENERALITES

Le présent marché concerne pour les différents sites du GHT de Bretagne Occidentale tel que défini dans le présent CCTP, la maintenance préventive et corrective (dépannage) :

- Des systèmes de sécurité incendie constitués de l'ensemble des matériels servant à collecter toutes les informations ou ordres liés à la seule sécurité incendie, à les traiter et à effectuer les fonctions nécessaires de mise en sécurité (voir liste en annexes 1 à 3) ;

- Des installations d'extinction automatique à gaz inertes et inhibiteurs :

DEF :

- Brest :

Local autocommutateur au niveau X à la Cavale Blanche ;

Local data center du bâtiment 5 bis de l'hôpital Morvan ;

- Landerneau :

Bâtiment hôpital général local serveur,

Bâtiment psychiatrie local serveur.

- Morlaix :

Local « serveurs » bâtiment M43

SIEMENS :

- Brest :

Local autocommutateur du bâtiment 1 (hôpital Morvan),

Local salle informatique du bâtiment 1 (hôpital Morvan),

Local informatique au bâtiment 5 bis (hôpital Morvan)

Les opérations et les périodicités de maintenance indiquées dans la norme NF S 61-933 sont à considérer comme un programme de maintenance minimum. En tout état de cause ce programme ne saurait en aucun cas être considéré comme exhaustif.

Les notices d'exploitation et de maintenance élaborées par les fabricants pour chacun des constituants du S.S.I stipulent en complément la nature et la périodicité des opérations de maintenance préventive et des essais fonctionnels.

6.2. ESSAIS FONCTIONNELS DES DISPOSITIFS ACTIONNES DE SECURITE (D.A.S)

En règle générale le titulaire sera positionné à proximité du matériel central et encadrera les essais suivants les scénarios de fonctionnement du SSI.

Les dispositions concernant le réarmement et la mise en position d'attente des DAS ainsi que l'attribution ou non de la maintenance des DAS au titulaire sont précisées dans les annexes dispositions particulières propres à chaque établissement du GHT.

Les dispositions concernant les essais fonctionnels des Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S) mentionnées dans les annexes F, G & H de la norme NF S 61-933 sont précisées dans les dispositions particulières à savoir :

- Essais Fonctionnels : S.M.S.I – Compartimentage (Annexe F) :

Portes à fermeture automatique,

Clapets télécommandés,

Clapets auto commandés.

- Essais Fonctionnels : S.M.S.I – Désenfumage naturel (Annexe G) :
 - Dispositions communes à tous les D.A.S de désenfumage,
 - Liaisons des D.A.S de désenfumage,
 - Dispositifs de commandes et les D.A.C,
 - Alimentations des D.A.S de désenfumage,
- Essais Fonctionnels : S.M.S.I – Désenfumage mécanique (Annexe H) :
 - Volets de désenfumage et ouvrants d'amenée d'air,
 - Mesure des vitesses et des débits d'amenée d'air et d'extraction de fumée pour chaque bouche et pour chaque ouvrant d'amenée d'air.
 - Mesure des intensités consommées par chaque moteur de ventilateur de désenfumage et par chaque ventilateur de soufflage.
 - Coffret de relayage et ventilateurs de désenfumage (extraction et soufflage) ;
- La commande « arrêt pompiers » de chaque ventilateur de désenfumage sera toutefois réalisé par le prestataire dans le cadre des essais fonctionnels sur commande C.M.S.I.
- Tous les dysfonctionnements constatés lors de ces essais sur les installations du Système de Sécurité Incendie seront centralisées et notifiés dans le rapport d'intervention du présent titulaire (ex : Défaut de position de sécurité, ventouse de porte détériorée, grille d'un volet de désenfumage détériorée...).

6.3. EXCLUSION DES PRESTATIONS DU TITULAIRE

Les seules exclusions de prise en charge admises sont strictement limitées aux cas suivants, sous réserve de preuves documentées par le titulaire :

- Actes de vandalisme manifeste constatés par le référent du site concerné ou son représentant,
- Dommages consécutifs à un sinistre déclaré (incendie, inondation, foudre) reconnu comme tel par l'établissement,
- Modifications volontaires et non autorisées du système par un tiers non habilité, avec preuve écrite (PV de chantier ou signalement formel),

- Dégradation résultant d'un défaut manifeste de maintenance du support d'installation (plafond effondré, noyade du matériel par canalisation défectueuse hors périmètre SSI).

Dans tous les autres cas, y compris en cas d'absence de cause identifiée ou de cause multifactorielle, le titulaire demeure responsable de la remise en état du SSI, sans réserve ni report de responsabilité par défaut d'analyse.

7. MODALITES D'EXECUTION

7.1. GENERALITES

Le titulaire s'engage à doter son personnel des outillages appropriés et des moyens nécessaires à la bonne exécution de ces prestations notamment au niveau :

- Des moyens d'accès (échelles, échafaudages, plate-forme...),
- De l'outillage, des équipements de manutention,
- Des protections individuelles et collectives, balisage et signalétique des zones d'intervention,
- Des outils spéciaux à se procurer auprès des constructeurs ou des installateurs,
- De l'évacuation des matériels déposés,
- Des outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

7.2. CONTENU DES PRESTATIONS

Le titulaire est responsable de l'entretien des installations, du diagnostic précis en cas de panne, du dépannage et de la réparation de ces installations.

Le marché comprend :

- Des prestations à prix forfaitaire qui concerne :
 - Les prestations indispensables et contrôlables liées à la maintenance préventive.

- Les prestations de maintenance corrective totale qui comprend les pièces d'un montant inférieur ou égal à 500 € HT, la main d'œuvre et le déplacement ;
- Des prestations réglées sur la base du bordereau de prix unitaire (BPU) relatives aux prestations de maintenance correctives dont le montant unitaire des pièces est supérieur à 500 € HT, hors le déplacement et la main d'œuvre.

Les coûts des pièces sont détaillés dans le BPU dans lequel les candidats en font un inventaire précis et le plus exhaustif possible.

La maintenance préventive (entretien) est décrite au § 8 ;

La maintenance corrective (diagnostic, dépannage, réparation) au § 9.

7.3. PIECES DE RECHANGE

7.3.1. GESTION DU STOCK

Le titulaire du marché s'engage à disposer en permanence d'un stock de pièces de rechange correspondant aux différents modèles utilisés selon les indications figurant dans la notice d'exploitation de chaque matériel et permettant de respecter les délais de remise en fonctionnement cités au § 9.4

La constitution du stock au profit des établissements du GHT ne fera pas l'objet de facturation hors cas d'exclusion (Voir point 6.3). La constitution du stock est intégrée dans des prestations dues au titre du forfait.

Le titulaire est entièrement responsable du maintien du stock de toutes les pièces de rechange nécessaires au bon fonctionnement des installations.

Les matériels et les pièces remplacés sont de qualité identique à ceux installés à l'origine et bénéficient d'une garantie d'un an. Une liste non exhaustive est jointe en annexe 9

Le candidat devra proposer en complément, lors de la remise de son offre, une liste de pièces de rechange de première urgence afin de finaliser la constitution du stock de pièces de rechange et afin de respecter les délais de remise en fonctionnement notamment sur les équipements vieillissants (annexe 9).

Ces pièces de rechange (ex : carte UGA, alimentation, module déportés, ...) pourront ne pas se trouver sur les sites des établissements du GHT mais devront être à une distance permettant de respecter les délais d'interventions contractuels.

À ce titre le titulaire devra détailler dans son mémoire technique les points suivants :

- Une liste de pièces de rechange de première urgence ;
- Modalité de gestion du stock maintenance SSI ;
- La localisation proposée du stock de pièces de rechange de première urgence.

Les établissements du GHT mettront à disposition, par site et en accord avec le titulaire, un local ou une armoire qui servira au dépôt de ce matériel.

En cas de nécessité et d'urgence, les établissements du GHT pourront avoir accès sur site à ce stock de pièces de rechange de première urgence (fusibles de module déporté, détecteurs, déclencheurs manuels, ...). Ils en informeront le titulaire sans délais excessif afin que ce dernier puisse procéder au renouvellement du matériel.

Ce local sera sécurisé et les droits d'accès seront limités au prestataire et au personnel désigné par les établissements du GHT, en accord avec le titulaire. En cas d'écart injustifié avec la gestion du stock, le prestataire devra la fourniture des pièces manquantes à sa charge exclusive.

Le titulaire du marché transmettra annuellement à l'exploitant la liste des pièces et éléments remplacés dans le cadre des opérations de maintenance corrective.

7.3.2. PETITES FOURNITURES ET CONSOMMABLES

Le Prestataire doit l'ensemble des petites fournitures, notamment et de façon non limitative :

- Cartouches fusibles basse tension jusqu'à 16A,
- Bobines, contacteurs, relais,
- Visserie et petite boulonnerie,
- Presse étoupe,
- Gaine thermo-rétractable,
- Chevilles nylon ou métalliques,
- Colliers de serrage,
- Attaches plastiques,

- ...

Le Prestataire doit également l'ensemble des consommables nécessaires à la maintenance, notamment et de façon non limitative :

- Chiffons,
- Nettoyant et lubrifiant de contact,
- Dégrippant,
- Solvants, détartrants,
- Vernis isolant,
- Graisse, huile et lubrifiant techniques,
- Silicone,
- Mousse d'isolation et de scellement,
- Cartouche à gaz inerte comprimé,
- Papier pour imprimante,
- Cartouches pour imprimante,

Les petites fournitures et les consommables sont inclus dans la partie forfaitaire du marché.

7.4. REGLES DE MAINTENANCE

7.4.1. PORTAIL CLIENT (WEB) :

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra proposer par établissement un portail client web sécurisé, permettant un suivi de son activité de maintenance sur le Système de Sécurité Incendie (SSI).

Ce portail constitue un outil contractuel de traçabilité, de transparence et de contrôle des engagements à destination principalement du CHU de Brest et de l'ensemble de ses sites. Les autres établissements du GHT pourront retenir l'option le cas échéant.

Fonctions minimales attendues

Le portail devra, a minima, permettre :

- La création, l'édition et l'archivage des bons d'intervention (préventive, corrective, curative) ;
- La consultation de l'historique complet des interventions, avec tri par bâtiment, équipement, date ou technicien ;
- La consultation des rapports d'intervention signés (PDF), avec possibilité de téléchargement ;
- L'indication du statut de chaque action (planifiée, en cours, terminée, relancée) ;
- La remontée automatique des tickets d'anomalies, avec niveau de criticité et délai contractuel associé ;
- Un tableau de bord synthétique avec indicateurs clés : taux de disponibilité, taux de conformité, délais moyens d'intervention, nombre de visites réalisées.

Conditions d'accès et d'hébergement

- Le portail devra être accessible via un navigateur web standard, sans plugin propriétaire ;
- L'hébergement pourra être assuré soit par le prestataire (cloud sécurisé en France), soit sur les serveurs du CHU, selon arbitrage de la DSI ;
- L'accès devra être sécurisé par authentification nominative (login/mot de passe, éventuellement double facteur) ;
- L'accès sera ouvert au maître d'ouvrage et à ses représentants (Direction technique, Sécurité incendie), avec des profils à droits différenciés.

Maintenance, disponibilité et obligations

- Le prestataire assurera la maintenance corrective et évolutive du portail pendant toute la durée du marché ;

- Le portail devra être disponible 24h/24 – 7j/7, avec une garantie de disponibilité minimale de 98 % ;
- Toute interruption de service supérieure à 2 heures devra faire l’objet d’une notification et d’un rapport d’incident ;
- Le prestataire devra former les utilisateurs désignés du GHT à l’usage du portail.

7.4.2. OBLIGATIONS DE MAINTENANCE :

Le titulaire du marché s’engage à respecter les points suivants :

Il informe le représentant des établissements du GHT, de toute opération de maintenance concernant les SSI et les DAS associés ainsi que des conséquences qui en découlent, afin de lui permettre d’apprécier les mesures compensatrices éventuellement nécessaires mises en place par le titulaire du marché.

Les opérations de maintenance, quelles qu’elles soient, font l’objet d’un enregistrement obligatoire. Le document généré devra être à disposition permanente de l’utilisateur du système. Les informations concernant les opérations de maintenance devront être adressées également par e-mail et mises à disposition sur le portail client WEB.

Tout constat entraînant la nécessité de modifier l’installation fait l’objet d’un document écrit soumis au représentant désigné de chaque établissement du GHT.

Avant et après téléchargement de la programmation, un bilan de la programmation est effectué par le titulaire du marché. Après vérification, les listings sont transmis aux établissements du GHT pour mise à jour des tableaux de corrélation.

Les opérations de maintenance sont exécutées conformément aux recommandations des constructeurs.

Les rapports d’interventions sont remplis lisiblement. Les travaux effectués y sont explicitement décrits. Si certains de ceux-ci sont à reporter, ils sont indiqués par écrit sur le document, le Service de Sécurité ou les services techniques des établissements du GHT devant être informés de la date d’exécution et des dispositions prises.

Les techniciens du titulaire sont dotés de moyen informatique permettant la réalisation, le suivi et les envois des bons d’opérations de maintenance sur le portail client WEB.

Chaque fin de cycle semestriel d’essai est suivie de l’envoi d’un document synthétisant l’ensemble des observations, défauts et dysfonctionnement constatés. Un devis est si

nécessaire joint à cet état de synthèse. L'ensemble, note et devis associés, est adressé à chaque référent de site sous 15 jours ouvrés.

7.5. MAIN COURANTE

Des procédures d'intervention ont été rédigées et mise en place par les établissements du GHT. Les mains courantes seront à compléter après chaque intervention du titulaire contractant, ou son représentant par le technicien ayant effectué la maintenance.

8. MAINTENANCE PREVENTIVE

8.1. PREAMBULE

L'entretien préventif a pour but de réduire les risques de pannes, de maintenir l'aspect et le niveau de performance des installations, de garantir leur bon état de fonctionnement et d'assurer leur conservation dans le temps.

8.2. CONDITIONS D'INTERVENTIONS

Les opérations de maintenance préventive et les opérations de vérification périodique s'effectueront du lundi au vendredi entre 8h et 18h sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Il est précisé que les interventions de maintenance d'installations situées dans certains secteurs spécifiques ou sensibles (blocs opératoires, réanimation, etc.) pourront s'effectuer la nuit, les samedis, dimanches ou jours fériés. Il est d'usage d'observer des périodes d'inactivité de deux jours ouvrés par an pour ces environnements sur lesquels il conviendra de caler une fraction au moins des maintenances préventives.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin que les interventions entraînent le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement, sans interrompre le fonctionnement des services hospitaliers et afin d'assurer la continuité des services.

Tout problème particulier lié à la maintenance devra être immédiatement signalé à l'établissement.

Aucune prestation de maintenance préventive non visée par le marché ne sera effectuée sans l'accord préalable de l'établissement.

Le titulaire devra en plus réaliser l'émargement du Registre de Sécurité Incendie et remplir la main courante.

8.3. PERIODICITE DES OPERATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

8.3.1. S.D.I

Les essais fonctionnels exhaustifs de la détection incendie seront réalisés en une seule fois par an.

8.3.2. S.M.S.I

Les essais fonctionnels seront réalisés en deux visites par an :

- Une en mode manuel depuis l'U.C.M.C,
- Une en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans la Zone de Détection considérée.

9. MAINTENANCE CORRECTIVE

9.1. PREAMBULE

La maintenance corrective vise à la remise en état normal de fonctionnement des équipements suite à une panne due à un usage habituel de ceux-ci ou suite aux observations formulées par l'organisme de contrôle chargé de leurs vérifications réglementaires, les essais effectués dans le cadre des dispositions de la NFS 61 933 ou suite aux observations de la commission de sécurité.

9.2. MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le titulaire met en place l'organisation telle que définie dans son offre permettant :

- De répondre aux délais d'intervention et de remise en état de fonctionnement
- D'assurer la permanence de l'assistance téléphonique et/ou courriel 7j /7 - 24h/24.

9.3. DEPANNAGES ET CONDITIONS D'INTERVENTION

À compter de la date de début d'exécution du marché et jusqu'à sa date d'échéance, les plages horaires d'intervention sont les suivantes :

De 00H00 à 24H00, du lundi au dimanche, jours fériés inclus.

9.4. DELAIS D'INTERVENTION ET DE REMISE EN SERVICE

Le délais d'intervention et de remise en service est fonction de l'urgence à remettre en état l'équipement impacté. Deux cas de figure existent :

9.4.1. PANNE AFFECTANT UN EQUIPEMENT COMPROMETTANT LE BON FONCTIONNEMENT DU SSI :

Exemples : panne de DAI, panne d'ECS ou d'un élément central impactant la détection, la diffusion d'alarme, la mise en sécurité du bâtiment, ...

L'intervention du mainteneur est planifiée en urgence selon les délais et modalités définis ci-après :

T désigne les différents jalons temporaires

- T0 → Appel à la hotline du titulaire et/ou adressage d'un courriel,
- T1 → délais intervention : 4 heures y compris nuit et week-end,
- T2 → délais de remise en service et en état de fonctionnement : 6 heures à compter de l'arrivée du technicien sur site
- Le délai d'intervention pour les installations d'extinction automatique est fixé à 8 heures :

Si le titulaire est contraint de prendre des mesures d'urgence pour mettre hors service une ou plusieurs installations ou pour faire fonctionner une ou plusieurs installations en mode dégradé, il devra informer sans délais l'établissement en lui précisant les délais à prévoir pour remettre en état de fonctionnement la ou les installations et en précisant les risques induits par cette situation.

Au-delà de la 2ème heure à compter de l'arrivée du technicien et dans le cas où la remise en état des installations ne peut être réalisée avant le délai contractuel de 6 heures, le titulaire devra en informer la personne désignée au sein de l'établissement

du GHT concerné et définira avec elle les mesures compensatoires à mettre en œuvre pour pallier cette carence.

Passé le délai contractuel ci-dessous, le titulaire s'engage à prévoir le remplacement complet et la remise en service du matériel sous 10 jours calendaires.

9.4.2. PANNE AFFECTANT UN EQUIPEMENT NE COMPROMETTANT PAS LE BON FONCTIONNEMENT DU SSI :

Exemples : panne de contacts générant un défaut de position, défaut de batteries, etc
Dans ce cas, l'intervention du mainteneur peut être planifiée, en semaine de 8h à 18h, avec un délai maximal de remise en service de 15 jours.

Ces deux cas de figure, décrits dans les points 9.4.1 & 9.4.2, font chacun l'objet d'une tarification adaptée et spécifique.

9.5. INTERVENTION SUR ASTREINTE POUR LE REARMEMENT DES SSI ET DES DAS (OPTION CHU ET SES ANNEXES) :

Pour des raisons d'exploitation, le titulaire des lots 1 et 2 proposera une prestation de réarmement des SSI et des DAS sur déclenchement intempestif ou suite à sinistre.

Le titulaire sera en capacité d'intervenir sur les équipements des lots 1 et 2 sur demande motivée par appel téléphonique.

La prestation s'entend sous un délai de 4 heures, en astreinte, de 00h00 à 23h59 du lundi au dimanche, jours fériés inclus.

Les établissements concernés sont les annexes du CHU localisées sur Brest et ses environs à savoir :

- CHU de Brest :
 - Résidence Delcourt-Ponchelet, 55 rue Jules Guesde, 29 200 Brest
 - Résidence psychothérapeutique Winnicott, 38 rue de la Duchesse Anne, 29 200 Brest
 - SSR Guilers, 8 rue Alexandre Lemonnier, 29 820 Guilers
 - Foyer An Avel Vor, 10 place des FTPF, 29 200 Brest
 - Centre René Fortin, Lez Huel, 29 820 Bohars

- CMP/CATTP – Rive droite, 7 rue Henri Moissan, 29 200 Brest

10. TRAÇABILITE DES INTERVENTIONS

10.1. GENERALITE

Les mains courantes seront obligatoirement à remplir par les techniciens du mainteneur lors de chaque intervention sur site.

Info préalable obligatoire

Informez le PC sécurité ou le référent technique (hors CHU) et envoyez d'un rapport PDF

10.2. MAINTENANCE PREVENTIVE

10.2.1. RAPPORT D'INTERVENTION

Au départ du technicien compétent suite à une intervention préventive, un rapport d'intervention sera signé conjointement par le représentant des établissements du GHT et le technicien compétent du titulaire.

Toute anomalie susceptible de mettre en péril la sécurité des personnes devra impérativement être signalée immédiatement avec confirmation écrite.

Ce rapport d'intervention doit donner au minimum les informations suivantes :

- État du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien compétent,
- Équipement(s) échangé(s),
- État fonctionnel du système au départ du technicien compétent.

Il ne pourra pas être déclaré en « bon état fonctionnel » si un seul des éléments constitutifs et/ou fonctions ne présente pas cet état. Ainsi, un S.S.I. contenant une zone « mise hors service » pour raison de travaux ne sera pas déclaré fonctionnellement « bon ». Dans ce dernier cas, la cause sera précisée sur le bulletin d'intervention laissé par le technicien compétent à l'issue de sa visite.

Le titulaire devra archiver en temps réel ce rapport d'intervention

Le titulaire devra émarger du Registre de Sécurité Incendie et remplir la main courante.

Un exemple de rapport de visite de maintenance préventive sera à joindre dans le mémoire technique.

10.2.2. RAPPORT DE VISITE DE MAINTENANCE PREVENTIVE

Après chaque visite de maintenance préventive, le titulaire doit fournir un rapport de visite en dématérialisé sous un délai maximum de 15 jours ouvrés.

En cas de retard dans la remise des rapports de maintenance, des pénalités de retard pourront être appliquées dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Un récapitulatif des anomalies permettra à l'utilisateur une exploitation directe pour remise en conformité par lui-même ou par des tiers.

Le contenu du rapport de maintenance préventive doit au minimum être conforme à la norme NF S 61-933 et dans lequel seront notamment consignés :

- Le nom du rédacteur,
- La date et lieux d'intervention,
- La nature de l'intervention,
- L'enregistrement des actions de maintenance préventive (type d'essai, dispositif testé, résultat de l'essai) résultat telle que prévu à la norme,
- Le détail des essais fonctionnels réalisés et détaillés dans les annexes de la norme.
- La confirmation ou non de l'adéquation du type et du nombre de détecteurs, en fonction du risque incendie, en cas de modification (modification d'un volume ou d'un type d'activité par exemple),
- Le détail des anomalies constatées pouvant gêner le fonctionnement de l'installation,
- La liste détaillée, localisée (bâtiment, niveau et zone) et repérée des matériels remplacés et le motif de leur remplacement (matériel défectueux, remplacement périodique...),
- La planification des échanges pour les prochaines visites (détecteurs, batteries, réépreuves...),
- La liste des observations relevées par bâtiment, et les actions correctives à entreprendre pour y remédier,
- Les préconisations du mainteneur, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent, notamment sur :

- Le comportement et l'état général de l'installation.
- Le degré de vétusté des composants de l'installation (détecteurs, batteries, ...).
- Les conséquences qu'ils peuvent engendrer.
- Les solutions (propositions techniques...).

Les comptes rendus détaillés des opérations de maintenance, signés au minimum par le technicien compétent, doivent être conservés pendant 3 ans par le titulaire et, le cas échéant, présentés à la demande des établissements du GHT.

10.3. MAINTENANCE CORRECTIVE ET FORMALISATION DES INTERVENTIONS

Au départ du technicien compétent suite à une intervention corrective, un rapport d'intervention sera impérativement signé conjointement par la personne désignée pour chacun des établissements du GHT concerné. Ce rapport d'intervention devra comporter au minimum :

- Les noms lisibles et signatures des techniciens qui sont intervenus sur l'installation,
- La date et heure de début et de fin d'intervention,
- Le lieu d'intervention,
- L'état du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien,
- Le descriptif de la panne détectée,
- La ou les causes probables / supposées de la panne,
- Un schéma ou plan explicatif localisant l'origine de la panne constatée,
- Les matériels remplacés (détails quantitatifs et qualitatifs précis) références précises au titre du contrat,
- L'état fonctionnel du système au départ du technicien,
- L'évolution du traitement de la panne et, éventuellement, la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable dans un délai compatible avec la sécurité des biens et des personnes,
- Le cas échéant, les délais de remise en service.

Par ailleurs, la(les) fonction(s) non opérationnelle(s) sera (seront) clairement notifiée(s) dans un langage clair et précis.

Toute anomalie susceptible de mettre en péril la sécurité des personnes, devra impérativement être signalée immédiatement avec confirmation écrite.

Le titulaire devra archiver en temps réel le rapport d'intervention sur le portail client WEB.

11. SUIVI DE MAINTENANCE

11.1. PREAMBULE

Les techniciens du titulaire seront dotés de PC ou tablettes permettant la réalisation et le suivi des opérations de maintenance.

L'outil permettra l'instantanéité de la transmission des bulletins et rapports d'intervention au format informatique sur le portail WEB de gestion informatique sécurisé.

11.2. SUIVI DES DEMANDES

Le titulaire tiendra à jour un suivi des demandes de dépannage. Pour chaque demande, il indiquera :

- La date, l'heure d'appel,
- L'origine de la demande et le nom du demandeur,
- Le motif de la demande,
- L'action réalisée par le mainteneur,
- Le nom de l'intervenant,
- L'heure de début, l'heure de fin d'intervention.

11.3. CARNET D'ENTRETIEN

Le titulaire devra prévoir un carnet d'entretien par site. Le titulaire y précisera systématiquement :

- La date de visite,
- L'heure d'arrivée et de départ,
- Les noms et signatures des techniciens,
- La raison de l'intervention,
- Maintenance préventive,

- Intervention suite à appel téléphonique,
- Maintenance corrective,
- Accompagnement pour les visites réglementaires (organisme de contrôle, commission de sécurité ...)
- Le détail des prestations réalisées (ex : réarmement centrale, remplacement de pièces, ...)

L'état fonctionnel du système au départ du technicien devra impérativement précisée ainsi que sur le portail client WEB dédié.

11.4. AUDIT DES INSTALLATIONS

Le titulaire fournira une fois par an un audit propre à inventorier qualitativement et quantitativement, de façon exhaustive, tous les équipements inclus au présent marché en prenant modèle sur le fichier fourni en annexes 1 à 3.

Cet audit sera à réaliser :

- A la mise à la fin de la période de préparation marché (5 semaines)
- Aux dates anniversaires du marché,
- A la fin du marché.

Le titulaire est tenu de prévoir toutes les prestations accessoires et tous les appareils nécessaires au parfait achèvement de ses prestations.

11.5. REMISE DES INSTALLATIONS – CHANGEMENT DE PRESTATAIRE DE MAINTENANCE

Avant la fin du présent marché, le titulaire de l'ancien marché de maintenance doit remettre aux établissements du GHT :

- L'état des lieux concernant le système (plans, sauvegarde des paramétrages, listing des points, données de site, ...),
- La liste exhaustive et détaillée des équipements en référence aux annexes jointes au présent marché,

- L'ensemble des documents détenus, confiés et créés au titre du contrat (compte rendu de maintenance préventive, corrective...).

À la fin de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les matériels ou équipements en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de sécurité.

Dans le cas contraire, il appartiendrait au titulaire en place de faire exécuter les travaux nécessaires un mois avant l'échéance du contrat. À défaut, ceux-ci seront réalisés à l'initiative des établissements du GHT de Bretagne Occidentale, aux frais de l'entreprise titulaire du marché.

En fin de contrat, le stock de petites fournitures et consommables (détaillé au paragraphe 9.4) constitué par le prestataire deviendra la propriété des établissements du GHT de Bretagne Occidentale.

Le titulaire s'engage le cas échéant, à initier la personne référente du nouveau titulaire chargé des prestations après expiration du présent contrat pendant 30 jours ouvrés. Cette période aura pour but de communiquer l'ensemble des plans et documents.

Le titulaire s'engage à restituer en parfait état de fonctionnement l'ensemble des équipements (moyen de communication, badges, clefs) mis à disposition de son personnel pour effectuer les missions qui lui sont confiées.

Toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui sera retenue ou facturée.

11.6. REUNIONS ET SUIVI QUALITE

Le titulaire est tenu de participer à toute réunion concernant les installations dont il a la charge de la maintenance, notamment pour expliciter les rapports que le titulaire établit ou sur les perspectives d'évolution des installations.

Ces réunions ont notamment pour objectif :

- De respecter le planning de maintenance préventive,
- D'obtenir un état sur l'ensemble des prestations et notamment les prestations correctives,
- D'établir éventuellement les constats de carence,

- De réaliser un suivi qualité de la prestation

La fréquence des réunions sera semestrielle => avant et après chaque campagne avec rendez-vous en présentiel annuel au moins.

L'ordre du jour est établi par le titulaire, qui doit le présenter à l'établissement du GHT concerné une semaine avant la date prévue.

11.7. RAPPORT ANNUEL

Le titulaire établira un Rapport Annuel (RA) reprenant, pour chaque site :

- L'inventaire mis à jour du matériel en place,
- La gestion du stock de pièces de rechange,
- Un récapitulatif des avenants liés au marché sur l'année,
- Date et nature des travaux effectués dans le cadre des visites d'entretien,
- Date et nature des travaux effectués dans le cadre des prestations complémentaires,
- Le nombre d'intervention réalisé dans l'année pour chaque équipement,
- Le détail exhaustif et le quantitatif des pièces remplacées par installation SSI,
- Le coût du correctif dans l'année pour chaque équipement,
- Informations générales sur aspects sécurité, dégradation, accès, interlocuteur du titulaire,
- L'état des installations et propositions d'amélioration,
- Le calendrier des interventions préventives des Sites pour l'année suivante.

Des plans de progrès auront pour objectif de présenter des propositions chiffrées de modifications ou de compléments qui pourraient être apportés aux installations existantes afin d'en diminuer le coût de maintenance et/ou d'exploitation et de leur assurer une plus grande longévité.

Une analyse commune des propositions du titulaire permettra ensuite de compléter un programme prévisionnel et pluriannuel de travaux.

Le RA sera présenté à chaque référent GHT du site concerné au plus tard 60 jours avant la fin de l'année afin de permettre une anticipation comptable des investissements.

Le RA devra être fourni sur support dématérialisé.

12. DESCRIPTION DES ESSAIS FONCTIONNELS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

12.1. PREAMBULE

La maintenance préventive est destinée à maintenir les installations énumérées en annexes 1 à 3 du présent document, en conditions optimales de fonctionnement, d'entretien et de sécurité.

Les prestations, non exhaustives, énumérées ci-dessous sont données à titre indicatif et en aucun cas, ne sauraient être limitatives. Il appartient au titulaire de procéder à toutes les vérifications complémentaires qu'il jugera nécessaires, notamment suivant des recommandations particulières des constructeurs, afin d'atteindre l'obligation de résultat qui lui est faite.

Le prestataire s'engage à mettre à disposition des établissements du GHT de Bretagne Occidentale des techniciens qualifiés sur les présentes installations pour réaliser les prestations. Il s'engage à assurer de façon générale ces prestations conformément aux règles en vigueur.

12.2. CLASSIFICATION DES NIVEAUX D'ACCES A L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE DES S.S.I

Il s'agit des niveaux d'accès à l'exploitation et à la maintenance du S.S.I. installé, conformément aux prescriptions de la norme NF 61-931. Ces niveaux d'accès sont rendus nécessaires afin d'éviter qu'une utilisation mal comprise d'un S.S.I. soit la source d'un danger pour les personnes ou de dégradations. Ils correspondent à la compétence de l'intervenant.

12.2.1. NIVEAU 0 (A DISPOSITION DU PUBLIC)

Le niveau 0 correspond à l'accès possible à la signalisation ou à certaines commandes dont l'action ne risque pas de compromettre la sécurité.

Exemples d'interventions au niveau 0 : ouverture d'un ou plusieurs exutoires de désenfumage, action sur un déclencheur manuel mis à disposition du public ou du personnel, sans restriction d'accès.

12.2.2. NIVEAU I (PERSONNEL EXERÇANT UNE RESPONSABILITE GENERALE DE SURVEILLANCE)

Le niveau I correspond à l'accès direct au système par toute personne exerçant une responsabilité générale de surveillance et qui est censée réagir en premier et rechercher l'origine d'une alarme feu ou d'un dérangement. Ceci suppose au moins une protection physique d'accès, soit par conception du matériel, soit en installant celui-ci à un emplacement réservé.

Toute opération effectuée correspond à la gestion normale du système.

Exemple d'intervention au niveau I : commande manuelle provoquant le déclenchement de l'automatisme de mise en sécurité d'une Z.S.

12.2.3. NIVEAU II (PERSONNE AYANT UNE RESPONSABILITE PARTICULIERE DE SECURITE)

Le niveau II correspond à un accès au système par toute personne exploitante formée, informée et autorisée qui non seulement est en mesure de pratiquer certaines opérations d'exploitation mais aussi d'apprécier les conséquences qui en découlent.

Les opérations effectuées à ce niveau sont susceptibles de modifier les états du système. Elles ne peuvent être exécutées que si le manipulateur suit une procédure particulière nécessitant un dispositif d'accès spécifique (clef, code, etc.).

Exemple d'intervention au niveau II : réinitialisation du système.

12.2.4. NIVEAU III (PERSONNEL HABILITE A FAIRE DE LA MAINTENANCE OU DE LA VERIFICATION)

Le niveau III correspond à un accès au système par toute personne chargée d'effectuer les mises en service et les opérations de maintenance technique telles que prévues par le constructeur.

Il est nécessaire d'utiliser un outil standard ou non (tournevis, clef, code, etc.).

En ce qui concerne le matériel, ce niveau permet de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue.

En ce qui concerne le programme éventuel, ce niveau permet de changer des paramètres dont la modification a été prévue à la conception.

Exemples d'interventions au niveau III : remplacement à l'identique d'une carte UGA, modification de la programmation des séquences suite à une redistribution de locaux.

12.2.5. NIVEAU IV (PERSONNEL AUTORISE PAR LE CONSTRUCTEUR)

Le niveau IV correspond à toute intervention non prévue aux niveaux inférieurs.

Exemples d'interventions au niveau IV : modification du programme d'exploitation.

12.3. ESSAIS FONCTIONNELS : S.D.I.

12.3.1. SIGNALISATION D'ALARME FEU PAR SOLLICITATION

- De tous les détecteurs ponctuels (par des moyens de test permettant la validation complète de la chaîne : de l'orifice d'accès des fumées jusqu'à l'E.C.S.),
- De chaque interface d'entrée sortie (I/O), excepté les isolateurs de court-circuit et les matériels déportés d'adressage collectifs,
- De chaque déclencheur manuel par activation de l'élément sensible ou par le moyen de test prévu par le fabricant.

Pour les détecteurs multi ponctuels, effectuer cet essai pour chaque tubulure, au minimum à l'orifice de prélèvement le plus éloigné (en fonction de leur accessibilité), (à défaut réalisation d'un Foyer/Type de Site (F.T.S.) tel que défini dans NF S 61-970 et remise de la fiche de test). Pour chaque essai, constater l'exactitude des libellés et de leur affectation à la Z.D. prévue dans le plan des Z.D.

La sollicitation doit être « locale » sur le point considéré, elle peut être effectuée à l'aide d'un générateur produisant un phénomène physique adapté : aérosols calibrés (produits sans influence nocive sur l'environnement), fumée, chaleur, flammes, etc.

12.3.2. SIGNALISATION DE DERANGEMENT PAR :

Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement en créant un défaut.

Pour chaque circuit de détection :

- Retrait de la tête de détection de son socle d'un détecteur ponctuel débrochable de chaque circuit de détection incendie (par débrochage du dernier point pour un circuit conventionnel).
- Pour chaque détecteur de fumée par aspiration (anciennement détecteur multi ponctuel de fumée) :

- Ouverture (raccord union ou équivalent) de chaque tubulure de chaque détecteur de fumée par aspiration,
- Obturation de chaque tubulure de chaque détecteur de fumée par aspiration,
- Coupure de l'électro aspirateur.

Pour chaque détecteur linéaire de fumée :

- Atténuation totale du faisceau de chaque détecteur linéaire de fumée (au niveau récepteur ou du réflecteur si celui-ci existe).

Pour chaque détecteur radio :

- Constat des exigences particulières relatives à l'atténuation pour les systèmes de détection à liaisons radioélectriques (au moins 12 dB de marge de portée) à l'aide du moyen défini par le constructeur du détecteur.

Essais T.R.E., T.R.C. :

- Constat du report des informations d'une alarme feu et d'un dérangement vers :

Les boîtiers de répétition et/ou de report (T.R., T.R.E., T.R.C.),

Les U.A.E.,

Un site extérieur (alerte, station de télésurveillance), le cas échéant.

12.4. ESSAIS FONCTIONNELS : S.M.S.I. — GENERALITES

12.4.1. MAINTENANCE FONCTIONNELLE DU S.M.S.I. (VERIFICATION DES SCENARIOS)

Pour les S.S.I. de catégorie A comportant plus de deux Z.S., les essais fonctionnels doivent être réalisés en deux visites. Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C., et lors de l'autre visite, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans la Z.D. considérée.

Pour les autres S.S.I. de catégorie A, les essais fonctionnels doivent être réalisés, pour chaque scénario, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans la Z.D. considérée et en mode manuel depuis l'U.C.M.C.

Pour les S.S.I. de catégorie B, pour chaque scénario les essais seront effectués en mode manuel depuis l'U.C.M.C, et à partir d'un déclencheur manuel.

Pour les S.S.I. de catégories C, D et E les essais seront effectués, pour chaque scénario, à partir des dispositifs de commandes (D.C.M., D.C.M.R., D.C.S.).

Lors de chaque visite de maintenance préventive, un point différent (D.M., détecteur automatique) doit être sollicité afin de garantir dans le temps que tous les points affectés à un scénario seront sollicités.

Les dysfonctionnements sur les DAS devront être précisés individuellement en tête des rapports transmis à l'exploitant pour qu'il s'assure de la remise en état fonctionnel des DAS par le titulaire du marché de maintenance CVC ou autre prestataire. (DAS de compartimentage CCF/PCF et DAS de désenfumage).

Dans le cadre de la maintenance préventive, les essais fonctionnels semestriels de chaque S.M.S.I, réalisés par le titulaire seront les suivants :

12.4.2. FONCTION D'EVACUATION

- Contrôle du fonctionnement de la temporisation de la diffusion de l'alarme générale et du temps de fonctionnement.
- Équipements techniques associés aux Z.A. :

Contrôle de l'audibilité de l'alarme en tous points de la Z.A.,

Contrôle de la visibilité de l'alarme visuelle (D.L.) dans les locaux et circulations équipés de ces dispositifs,

Contrôle du déverrouillage des dispositifs de verrouillage pour issues de secours. Lorsque les issues sont gérées à partir de l'U.G.C.I.S., effectuer également l'essai fonctionnel de déverrouillage des issues à partir de son U.C.M.C. et en contrôler l'exécution à l'aide de la signalisation des positions de sécurité,

Contrôle de la mise en fonctionnement de l'éclairage de sécurité lorsque des textes de référence l'imposent,

Contrôle de la mise en fonctionnement des équipements techniques associés aux Z.A. (remise en lumière, arrêt du programme en cours, ...),

Contrôle de la mise en fonctionnement des équipements d'alarme adaptés aux handicapés.

12.4.3. FONCTION DE COMPARTIMENTAGE

- Contrôle des signalisations des D.A.S. de compartimentage.
- Contrôle du passage en position de sécurité des D.A.S.

Soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position,

Soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.

- Contrôle de la commande des équipements techniques associés aux Z.C. (non arrêt ascenseurs, monte-charge, ...).

12.4.4. FONCTION DE DESENFUMAGE

- Contrôle des signalisations des D.A.S.
- Contrôle du passage en position de sécurité des D.A.S. :

Soit par contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position,

Soit par contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.

- Contrôle de la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A., ...).

12.4.5. FONCTION D'EXTINCTION AUTOMATIQUE A GAZ

Essais de signalisation sur l'U.S. du C.M.S.I. ou sur un T.R.E. dédié des informations suivantes :

- Emission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur),
- Dérangement général du D.E.C.T.

12.5. ESSAIS FONCTIONNELS : UNITE D'AIDE A L'EXPLOITATION (U.A.E.)

12.5.1. PREAMBULE

Les essais fonctionnels de l'U.A.E. ont pour but d'effectuer les contrôles suivants :

- Contrôle de la fonctionnalité du système de supervision,
- Contrôle de la communication entre les serveurs de supervision,
- Contrôle de la communication entre le système de supervision et les équipements supervisés,

- Contrôle par prélèvements de la cohérence entre l'événement et l'affichage,
- Vérification de la sécurisation de la session (verrouillage par code d'accès nominatif).

12.5.2. TACHES A REALISER LORS DE CHAQUE INTERVENTION

- Inspection visuelle du poste recevant l'U.A.E., état des éléments constitutifs, imprimantes, écrans, claviers, ...
- Essais d'impression manuelle,
- Vérification de l'imprimante fil de l'eau (papier, toner),
- Examen des connexions de tous les éléments constitutifs assurant la communication avec l'U.A.E.,
- Relevé des configurations Matériel et de la version du logiciel,
- Vérification des fichiers systèmes (journaux d'événements, fichiers temporaires...),
- Vérification des historiques (pour voir si des événements anormaux ont échappé à la vigilance de l'exploitant),
- Purge ou sauvegarde éventuelle sur support externe,
- Contrôle de la fonctionnalité du système de supervision,
- Contrôle de la communication entre les ordinateurs de supervision,
- Contrôle de la communication entre le système de supervision et les équipements supervisés,
- Contrôle de la cohérence entre l'événement et l'affichage,
- Examen avec l'utilisateur, de l'adéquation des graphiques de l'U.A.E. avec le site,
- Vérification du bon fonctionnement du superviseur. Passage de commandes mise en/hors service ce point sur chaque centrale,
- Vérification de la qualité de la communication avec les centrales (taux d'erreurs de communication, temps de cycle d'interrogation).

12.5.3. CONTROLE DES COMMUNICATIONS ENTRE LES DIFFERENTS ELEMENTS CONNECTES

- Contrôle de l'affichage du défaut de communication sur rupture de la liaison avec chaque équipement (avec accord de l'utilisateur).

12.5.4. ANALYSE DE L'HISTORIQUE POUR RELEVER :

- Les alarmes récurrentes,
- Les dérangements récurrents,
- Les défauts de communication.

12.5.5. BASE DE DONNEE — ARCHIVAGE

- Essais de fonctionnement du dispositif de sauvegarde,
- Examen de l'état du disque dur (ou équivalent) par un logiciel adapté. Mesure de l'espace disponible,
- Contrôle de la sauvegarde des données de site et fonds de plans associés sur support physique externe,
- Contrôle de la sauvegarde de l'historique sur support physique externe.

Le titulaire doit procéder au moins une fois par an à la sauvegarde en double exemplaire des différents systèmes informatiques dont il a l'entretien. Ces sauvegardes seront conservées par le titulaire.

Ces données doivent permettre au titulaire de procéder à tout moment à la reprogrammation de l'ensemble des paramètres à jour, en cas de dysfonctionnement du SSI et de ses périphériques.

12.6. ESSAIS FONCTIONNELS : S.M.S.I. — ALARME — ÉVACUATION

12.6.1. ESSAIS FONCTIONNELS DE L'ÉLÉMENT CENTRAL DU SYSTÈME D'ALARME INCENDIE VOCALE

- Constat visuel de l'état de chaque diffuseur sonore et flash lumineux,
- Constat du délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme,
- Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores de dérangement en créant, par échantillonnage, un défaut pour :

Chaque liaison U.G.A /élément central du système d'alarme incendie vocale,
Chaque alimentation de l'élément central du système d'alarme incendie vocale.

12.6.2. ESSAIS FONCTIONNELS ÉQUIPEMENT D'ALARME DE TYPE 1 :

Constat du délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.

12.6.3. ESSAIS FONCTIONNELS ÉQUIPEMENT D'ALARME DE TYPE 2A

Constat du délai correct de la temporisation et de la durée de diffusion minimale de l'alarme.

12.6.4. ESSAIS FONCTIONNELS ÉQUIPEMENT D'ALARME DE TYPES 2B ET 3

Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores d'alarme et des dispositifs commandés terminaux associés par ouverture des circuits des D.M.

12.6.5. ESSAIS FONCTIONNELS DES EQUIPEMENTS D'ALARME DE TYPE 4

- Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores d'alarme et des dispositifs commandés terminaux associés par ouverture des circuits des D.M.

12.7. ESSAIS FONCTIONNELS

Les attributions concernant la prise en charge ou non des essais fonctionnels, le réarmement et la mise en position d'attente des DAS sont précisés dans les annexes dispositions particulières des établissements du GHT.

Le titulaire précisera néanmoins dans une liste en tête de son rapport de maintenance l'ensemble des dysfonctionnements constatés (défaut de position et autres).

Les attributions de la maintenance des DAS sont également précisées dans les annexes particulières des établissements du GHT.

12.8. S.M.S.I. — COMPARTIMENTAGE

12.8.1. PORTES A FERMETURE AUTOMATIQUE

Suivant dispositions NFS 61 933

12.8.2. PORTES COULISSANTES A FERMETURE AUTOMATIQUE

Suivant dispositions NFS 61 933

12.8.3. PORTES BATTANTES A FERMETURE AUTOMATIQUE

SUIVANT DISPOSITIONS NFS 61 933

12.8.4. CLAPETS AUTO COMMANDES

Suivant dispositions NFS 61 933

12.8.5. CLAPETS TELECOMMANDES

Suivant dispositions NFS 61 933

12.9. ESSAIS FONCTIONNELS : S.M.S.I. — DESENFUMAGE NATUREL

12.9.1. D.A.S. DE DESENFUMAGE (EVACUATION ET AMENEE D'AIR)

Suivant dispositions NFS 61 933

12.9.2. LIAISONS DES D.A.S. DE DESENFUMAGE (EVACUATION ET AMENEE D'AIR)

Suivant dispositions NFS 61 933

12.9.3. DISPOSITIFS DE COMMANDE (D.C.S., D.C.M., D.C.M.R.) ET LES D.A.C.

Suivant dispositions NFS 61 933

12.10. ESSAIS FONCTIONNELS : S.M.S.I. — DESENFUMAGE MECANIQUE

12.10.1. VOLETS, VOLETS DE TRANSFERT ET OUVRANTS D'AMENEE D'AIR

Suivant dispositions NFS 61 933

12.10.2. COFFRETS DE RELAYAGE ET VENTILATEURS DE DESENFUMAGE (EXTRACTION ET SOUFFLAGE)

Suivant dispositions NFS 61 933

12.10.3. ESSAI FONCTIONNEL D'UNE FONCTION DE DESENFUMAGE MECANIQUE SUR COMMANDE C.M.S.I. OU D.C.S.

- Constat du fonctionnement attendu du système de désenfumage par rapport au scénario incendie défini.
- Contrôle de la mise à l'arrêt de la ventilation de confort (sauf si elle participe au désenfumage).
- Contrôle de la mise en position de sécurité des volets de désenfumage

- Pour chaque bouche et pour chaque ouvrant d'amenée d'air, mesure des vitesses et des débits d'amenée d'air et d'extraction de fumées.
- Test commande « arrêt pompiers ».
- Test de la commande de réarmement de chaque coffret de relaying.

12.11. ESSAIS FONCTIONNELS : S.M.S.I. — EXTINCTION AUTOMATIQUE A GAZ INERTES ET INHIBITEURS

Les essais suivants sont à réaliser :

- Constat de l'information d'émission (ordre de commande ou passage de l'agent extincteur) sur le D.E.C.T.
- Constat de renvoi d'informations (par secteur d'extinction : synthèse des dérangements, passage gaz ou ordre d'émission) au C.M.S.I. ou au T.R.E. dédié.
- Essai des asservissements et des arrêts d'installations techniques liés au secteur d'extinction en automatique (y compris la commande des éléments asservis pour ladite fonction).
- Constat de la commande des dispositifs de déclenchement par des moyens de contrôle appropriés.
- Mesure de la temporisation d'émission de l'agent extincteur (ordre donné, percussion réalisée).
- Constat de l'audibilité et de la visibilité des dispositifs lumineux et/ou sonore liés au système d'extinction (en sus des dispositifs d'évacuation générale de l'établissement).
- Mesure du courant débité par la source de sécurité en alarme afin de constater que son autonomie théorique est correcte.
- Contrôle visuel de l'étanchéité des locaux
- Test annuel d'étanchéité du local à l'aide d'un infiltromètre.
- Contrôle de la pression dans les réservoirs et mise à niveau du gaz FM200 si besoin.
- Constat du bon fonctionnement de toutes les vannes directionnelles et des vannes de neutralisation, si elles existent.

- Constat de la compatibilité de l'agent extincteur et de sa mise en œuvre avec la nature du risque (matériels et matériaux entreposés).
- Constat du bon état et si possible du bon fonctionnement des dispositifs d'évacuation de la surpression (événements de surpression).
- Constat de la compatibilité de l'agent extincteur et de sa mise en œuvre avec la nature du risque (matériels et matériaux entreposés).
- Vérification de l'accessibilité du DECT (ou du coffret de relayage) et de l'E.C.S.
- Contrôle de l'état du câblage, des tableaux, des organes de signalisation sonores et visuels.
- Vérification visuelle de la structure des locaux protégés.
- Examen visuel des réservoirs, de la tuyauterie, des diffuseurs et des flexibles de raccordement.
- Dans l'éventualité de présence de traces de corrosion ou de dommages mécaniques, les constatations seront consignées sur le rapport de visite d'inspection qui sera soumis au représentant GHT de l'établissement concerné lui permettant ainsi de prendre les dispositions nécessaires pour faire exécuter les essais d'épreuves en pression ou de remplacement par une entreprise de son choix.
- Examen visuel externe des cartouches pyrotechniques.

12.12. ESSAIS FONCTIONNELS : ALIMENTATIONS

12.12.1. ALIMENTATIONS ELECTRIQUES DE SECURITE

GENERALITES

Lors de chaque intervention portant sur les essais fonctionnels :

- S'assurer de la bonne tension nominale aux bornes de la batterie (en charge).
- S'assurer de la bonne tension batterie en début de décharge puis après une heure de décharge (dans le cas d'une batterie 12 V en floating la tension devra être comprise entre 12,5 V et 14 V, pour d'autres types de batterie, réaliser le contrôle au prorata).
- Mesurer le courant de décharge et le comparer à la valeur d'origine.

- Examen des fusibles et des disjoncteurs et contrôle des isollements électriques par rapport à la terre.
- Examen du serrage des connexions.
- Visualisation de la remontée des informations de défaut des A.E.S., E.A.E. et E.A.E.S.
- Examen visuel de la batterie (gonflement, corrosion, sels grimpants, fuite, ...).

METHODOLOGIE POUR ESSAIS FONCTIONNELS POUR E.C.S.-C.M.S.I. :

- Coupure de la source normale-remplacement et constat de l'apparition d'une signalisation visuelle et sonore.
- Mesure du courant débité par la source de sécurité et le comparer à sa valeur d'origine. Le contrôle d'autonomie peut être réalisé en sollicitation réelle ou en situation simulée.
- Rétablissement de la source « normal-remplacement » après retour à l'état de veille du système.
- Coupure de la source de sécurité et constat de l'apparition des signalisations sonores et visuelles.
- Rétablissement de la source de sécurité après retour à l'état de veille du système.

ALIMENTATIONS PNEUMATIQUES

Suivant dispositions NFS 61 933

12.12.2. ESSAIS FONCTIONNEL : SYSTEMES DETECTEURS AUTONOMES DECLENCHEURS (S.D.A.D.)

Suivant dispositions NFS 61 933

13. SPECIFICATIONS PARTICULIERES

13.1. RECONDITIONNEMENT OU REMPLACEMENT DES DETECTEURS AUTOMATIQUES D'INCENDIE

Le prestataire proposera dans l'offre le reconditionnement de l'ensemble des détecteurs à hauteur :

- D'1/6 par an pour les détecteurs de type optique de fumée.

Les détecteurs reconditionnés devront être conformes au règlement de la marque NF Reconditionnement et, à ce titre, devront être revêtus de l'estampille bleue « NF Reconditionnement ».

13.2. REMPLACEMENT DES EQUIPEMENTS A DUREE DE VIE LIMITEE

Le titulaire assurera le remplacement par un matériel neuf de certains équipements à durée de vie limitée, à savoir :

- Des batteries :
 - Des Systèmes de détection incendie (S.D.I.) ;
 - Des Centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.) ;
 - Des Alimentations électriques de sécurité (A.E.S.) ;
 - Des chargeurs.
- Des piles constituant la source auxiliaire :
 - Des Systèmes détection incendie (S.D.I.) ;
 - Des Tableaux Répétiteurs d'Exploitation (T.R.E) ;
 - Des Centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.).

La périodicité est la suivante :

- Batteries : tous les quatre ans au minimum ;
- Piles de source auxiliaire : tous les ans.

Les nouvelles batteries et piles doivent rester conformes aux spécifications du fabricant du produit dans lequel elles sont implantées.

Une liste non exhaustive des batteries et piles est jointe au présent C.C.T.P. (cf. Annexes 1 à 3).

13.3. MAINTENANCE PREVENTIVE DE L'UNITE D'AIDE A L'EXPLOITATION (U.A.E.)

En complément des essais fonctionnels de l'U.A.E., le titulaire devra prévoir dans le cadre des prestations forfaitaires inscrites au marché de maintenance les prestations suivantes :

- La mise à jour des logiciels du système de supervision ;

- La mise à jour tous les 6 mois des fonds de plans architecturaux et déplacement des détecteurs selon la nouvelle configuration des locaux ;
- Le remplacement à neuf, dans la période du marché, de tous les éléments constituant l'U.A.E. (unités centrales, écrans, imprimantes) ;
- La mise en service et mise à jour du disque dur de l'unité centrale ;
- Toutes les prestations techniques pour la mise en place des nouvelles versions de logiciels ;
- La fourniture et l'approvisionnement du petit matériel considéré comme consommable :

Cartouches d'encre,
Papier.

13.4. CONTROLE TRIENNAL PAR ORGANISME ACCREDITE (BUREAU DE CONTROLE)

Le titulaire du présent lot devra prévoir l'accompagnement de l'organisme de contrôle lors de ses vérifications triennales réglementaires des Systèmes de Sécurité Incendie. Le titulaire s'engage de plus à respecter le planning de vérifications par l'organisme de contrôle validé et transmis par l'établissement du GHT concerné. Le titulaire fera éventuellement coïncider son planning de maintenance préventive afin d'être présent lors de ces contrôles.

Dans le cadre de ces visites, le titulaire exécutera au profit de l'organisme de contrôle, les manœuvres utiles à la vérification du bon fonctionnement des équipements (déclenchement de la détection incendie, déclenchement d'alarmes, etc.).

De plus, il prévoira le matériel nécessaire afin de remédier à tout dérangement provoqué par les essais.

Le titulaire du marché s'engage à la remise en état normal de fonctionnement des équipements en fonction des rapports établis périodiquement par l'organisme de contrôle.

13.5. VISITES PERIODIQUES DE LA COMMISSION DE SECURITE

Suivant les annexes dispositions particulières de chaque établissement du GHT, le titulaire exécutera au profit de la commission de sécurité, les manœuvres utiles à la

vérification du bon fonctionnement des équipements (déclenchement de la détection incendie, déclenchement d'alarmes, etc.).

Le titulaire du marché assurera la remise en état normal de fonctionnement des équipements suite aux essais demandés par la commission de sécurité.

13.6. ESSAIS FOYERS TYPE

Suivant les annexes dispositions particulières propres à chaque établissement du GHT, le titulaire devra dans le cadre de son marché être en mesure d'effectuer, sur demande du représentant GHT du site concerné, tout type d'essais d'efficacité par foyers types en référence à la norme NFS 61-970. Ces essais se feront dans le cadre du forfait.

13.7. DOSSIER D'IDENTITE DU SSI

Le titulaire transmettra tous les éléments nécessaires à la mise à jour des dossiers d'identité des SSI. Il n'a pas à sa charge l'élaboration ou la mise à jour de ces dossiers. Type de documents à fournir (format papier, PDF et DWG pour les plans et synoptiques):

- Plans de zoning,
- Plan d'implantation de la détection,
- Plan d'implantation des asservissements,
- La programmation du matériel central,
- Un tableau de corrélation,
- Les documents techniques et commerciaux,
- Les PV et rapports d'associativités en cours de validité,

14. FORMATION DU PERSONNEL

14.1. EXPLOITATION DES S.S.I

Le titulaire devra prévoir la formation annuelle (de 2 types différents) de l'ensemble du personnel chargé à l'exploitation des SSI (personnel des établissements du GHT et/ou prestataire extérieur).

Cette formation a pour but de permettre à l'exploitant de s'acquitter des opérations correspondant aux niveaux d'accès 0, I et II au sens de la norme NF S 61-931.

La formation des agents des établissements du GHT et/ou du prestataire extérieur, appelés à intervenir sur les installations SSI dans le cadre d'opérations de niveau 0,1 et 2 (réarmement SSI, mise hors/en service points DI, etc...) devra être incluse dans le marché annuellement.

Elle fera l'objet d'un programme de formation, d'une fiche d'émargement, d'une évaluation des stagiaires et d'une fiche de satisfaction.

Cette formation pourra être effectuée par un technicien du titulaire assurant la maintenance des équipements. Dans tous les cas elle devra être conforme aux dispositions de la norme NFS 61 933 :

- La formation des exploitants doit prendre en compte au minimum les aspects suivants :

La connaissance du site,

Les consignes de sécurité internes à l'établissement,

La manipulation des éléments constitutifs du S.S.I. et les conséquences prévisibles engendrées.

- Chaque formation à l'exploitation devra faire l'objet d'un compte rendu précisant :

Le type de formation (connaissance du site, manipulation experte des éléments constitutifs du S.S.I. et les conséquences prévisibles de ses actions, etc.),

Les noms et signatures du formateur et des stagiaires,

Les jours, dates et heures des formations,

Le ou les supports, identifiés, qui ont servi de base à la formation.

14.2. FORMATION ANNUELLE DU PERSONNEL DE SECURITE INCENDIE – TYPE A :

Intitulé : Formation de maintien des compétences à la manipulation du SSI et UAE

Public visé : Agents de sécurité incendie certifiés SSIAP en poste dans l'établissement

Objectifs pédagogiques :

- Réviser les procédures opérationnelles de manipulation du SSI
- Identifier les anomalies système et y réagir de manière adaptée

- Exécuter les tests réglementaires dans le respect des protocoles
- Assurer la liaison avec le service de maintenance SSI en cas d'alerte

Durée : 1 heure

Nombre de stagiaires par session : 5 maximum

Contenu pédagogique :

Séquence	Durée	Contenu	Modalité
Accueil et objectifs	5 min	Présentation du formateur et des objectifs	Présentiel
Rappel du fonctionnement du SSI	15 min	Architecture système (CMSI, DAD, BAAS, etc.)	Démonstration sur site
Exercices de manipulation	25 min	Mise en défaut, acquittement, test sonde, scénario évacuation	Pratique sur équipement réel
Procédures d'urgence	10 min	Gestion d'un déclenchement réel ou frauduleux, mise en sécurité	Mise en situation
Questions et clôture	5 min	Échanges, évaluation orale, remise attestation	Oral / écrit

Supports fournis :

- Attestation de formation

14.3. FORMATION ANNUELLE DU PERSONNEL DE SECURITE INCENDIE – TYPE B

Intitulé : Formation de maintien des connaissances & compétences à la manipulation du SSI et UAE

Public visé : Agents de sécurité incendie qualifiés SSIAP 1 ou 2 en poste dans l'établissement

Objectifs pédagogiques :

- Revisions des connaissances générales relatives aux différentes catégories de SSI
- Manipulation des différents SSI et UAE
- Identifier les anomalies système et y réagir de manière adaptée
- Assurer la liaison avec le service de maintenance SSI
- Exécuter les tests réglementaires dans le respect des protocoles
- Rappel des consignes incendie – cas pratiques.

Durée : 4 heures

Nombre de stagiaires par session : 5 maximum

Contenu pédagogique : Le candidat proposera un déroulé pédagogique décliné en séquences de formation répondant aux objectifs ci-dessus.

Supports à fournir par le formateur :

- Document de synthèse
- Attestation de formation :

Supports fournis :

- - Attestation de formation

14.4. FORMATION ANNUELLE DES EXPLOITANTS NON SACHANTS – TYPE C

Intitulé : Formation de sensibilisation à l'usage du SSI pour personnel non technique

Public visé : Agents d'accueil, personnel de nuit, services techniques non SSIAP, astreinte

Objectifs pédagogiques :

- Acquérir les bons réflexes face à une alarme ou un défaut
- Identifier les signaux visuels et sonores du SSI
- Réaliser les manipulations de base en toute sécurité
- Savoir alerter les bons interlocuteurs

Durée : 1 heure

Nombre de stagiaires par session : 6 maximum

Contenu pédagogique :

Séquence	Durée	Contenu	Modalité
Accueil et introduction	5 min	Présentation du formateur et des objectifs	Présentiel
Découverte du SSI	10 min	Identifier les voyants, écrans, alarmes	Démonstration simple
Gestes de base autorisés	20 min	Quittance, consultation de défauts, appel au service sécurité	Mise en pratique encadrée
Comportement en cas d'incident	15 min	Ce qu'il faut/ne faut pas faire, rôle des relais humains	Études de cas simples
Quiz ludique et conclusion	10 min	Quiz oral ou fiche mémo, distribution support	Interaction / ludopédagogie

Supports fournis :

- - Attestation de formation

14.5. EXPLOITATION DES U.A.E

Les dispositions concernant ces formations sont précisées dans les annexes dispositions particulières.

Tous les ans, le titulaire du marché s'engage à former les technicien SSIAP des établissements du GHT sur une période de 2 heures.

15. MAINTENANCE DES DAS ASSOCIES AU SSI

PRECISER QUELS SONT LES ETABLISSEMENTS ET SITES DES ETABLISSEMENTS CONCERNES (CF DPGF)

15.1. CONTEXTE

Les dispositions relatives au marché de maintenance des DAS sont présentées sous forme de prestations supplémentaires éventuelles au marché de maintenance SSI.

Elles sont associées à chaque lot.

Ces prestations sont à valoriser sur un onglet spécifique joint au DPGF du marché de maintenance SSI.

Chaque établissement pourra contractualiser ou non ces prestations à la notification.

15.2. GENERALITES

Les gammes de maintenance des dispositifs actionnés de sécurité « DAS » jointes en annexe 10 et les dispositions précisées ci-dessous ont pour objet de répondre aux dispositions de la NFS 61 933.

Le titulaire du marché de maintenance SSI est attributaire de ces prestations qui pourront être sous-traitées dans le respect des dispositions administratives contractuelles.

Dans le cadre de prestations sous-traitées sous la responsabilité du titulaire, celui-ci doit démontrer que son organisation lui permet d'assurer en permanence la maîtrise, l'habilitation et la qualification des sous-traitants.

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat en ce qui concerne le parfait état de fonctionnement des installations.

15.3. RESPONSABLE DU SUIVI DE LA PRESTATION

Le titulaire désignera au cours de la période de préparation de marché, le responsable du suivi de la maintenance des DAS qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement du GHT de Bretagne Occidentale concerné pour tous les aspects relatifs au déroulement des prestations. Cette personne sera un technicien qualifié et compétent dans ce domaine.

Le responsable de prestations assurera notamment le suivi de la bonne exécution des prestations et participera aux réunions. Le titulaire devra proposer une organisation permettant de gérer les absences de ce responsable.

15.4. DEFINITION DES PRESTATIONS

15.4.1. NATURE DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE FORFAIT

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance et l'entretien complets des dispositifs actionnés de sécurité dans le cadre du montant forfaitaire fixé à l'acte d'engagement. Sont traités forfaitairement l'ensemble des prestations de déplacement, main-d'œuvre, petites fournitures et outillages nécessaires aux prestations suivantes :

- Maintenance préventive annuelle
- Participation aux essais fonctionnels du CMSI et à la visite triennale SSI
- Stocks de pièces de rechanges
- Petites fournitures et consommables

15.4.2. MAINTENANCE PREVENTIVE :

Maintenance préventive exécutée à intervalles prédéterminées ou selon des critères prescrits et destinés à réduire la probabilité de défaillance et/ou dégradation du fonctionnement d'un bien (cf. NFS 61 933 et NF EN 13 306 de 2010) ; à ce titre, il effectuera sur l'année les gammes de maintenance des DAS précisées en annexe 10. Cette visite annuelle devra être réalisée de la date de notification de marché à chaque date anniversaire annuelle.

Le titulaire dispose de 1 mois à compter de la date de notification de marché pour établir un planning prévisionnel d'intervention concernant la visite de maintenance préventive.

15.4.3. ESSAIS FONCTIONNELS CMSI ET VISITE TRIENNALE SSI

Participer aux essais fonctionnels SSI du CMSI réalisés en 2 fois sur une année et espacées d'un minimum de 4 mois et à la visite triennale SSI intégrée à l'une de ces 2 visites.

Nota : Le titulaire pourra effectuer certaines opérations de maintenance préventives lors des essais fonctionnels CMSI en accord avec les établissements du GHT et dans le respect des gammes de maintenance.

Pendant les essais fonctionnels CMSI, le titulaire réalisera également les prestations suivantes :

- Essais fonctionnels des DAS suivant les dispositions d'accompagnement précisées dans les dispositions particulières à chaque établissement du GHT.
- Mesures de débit d'extraction et vitesses d'amenée d'air frais
- Mesures de la différence de pression escalier en cloisonnés et circulation désenfumées
- Mesures des intensités des tourelles/caissons de désenfumage
- Réarmement et mise en position d'attente des DAS suivant les dispositions d'accompagnement précisées dans les dispositions particulières à chaque établissement du GHT.

Il rédigera un compte rendu spécifique à la suite de ces essais et effectuera les réparations nécessaires à la remise en état fonctionnelle des DAS. Il transmettra au préalable un devis détaillé. Les travaux ne seront engagés que sur validation du devis et émission d'un bon de commande.

15.4.4. STOCK DE PIECES DE RECHANGES DAS

Le titulaire constituera un stock de pièces de rechange pour chaque site du GHT afin de pouvoir effectuer des remises en service dans les délais précisés ci-dessous.

Elle pourra être mutualisée sur les établissements du GHT.

Le titulaire est entièrement responsable du maintien du stock des pièces de rechange nécessaires au bon fonctionnement des installations. Il s'engage à remplacer sans coût additionnel toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Pendant la période de préparation du marché, le titulaire vérifiera le stock existant et à la fin de cette période, il proposera le cas échéant un complément de pièces qui sera soumis à l'appréciation de chaque établissement du GHT.

15.4.5. LE TITULAIRE DOIT L'ENSEMBLE DES PETITES FOURNITURES, NOTAMMENT :

- Ampoules des voyants lumineux sur tableaux et armoires, coffrets de commande
- Cartouches fusibles basse tension jusqu'à 16A,
- Visserie et petite boulonnerie,
- Presse étoupe,
- Gaine thermo-rétractable,
- Chevilles nylon ou métalliques,
- Colliers atlas,
- Attaches plastiques,

Le Prestataire doit l'ensemble des consommables nécessaires à la maintenance des DAS, notamment :

- Chiffons.
- Nettoyant et lubrifiant de contact.
- Dégrippant.
- Solvants, détartrants.
- Vernis isolant.
- Graisse, huile et lubrifiant techniques.
- Silicone.
- Mousse d'isolation et de scellement.
- Cartouche à gaz inerte comprimé.

15.5. MISE EN SERVICE DE NOUVELLES INSTALLATIONS DAS

En cas de mise en service de nouvelles installations DAS pendant la période d'exécution du marché et pendant les périodes de garantie, le titulaire s'engage à effectuer les prestations suivantes :

- Les opérations de maintenance préventive.
- Les opérations de maintenance correctives
- La fourniture de petites pièces liées aux opérations de maintenance

Ces installations seront prises en compte dans le marché par un avenant basé sur les prix du DPGF remis par le candidat avec son offre suivant les sites et bâtiments concernés.

15.6. PRESTATIONS HORS FORFAIT

15.6.1. MAINTENANCE CORRECTIVE

Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.

La maintenance corrective fait l'objet d'une rémunération hors forfait. Le titulaire fournira un devis détaillé sur la base des coûts de main d'œuvre horaire, déplacement, pourcentage de remise et du coefficient multiplicateur attribué sur les pièces détachées précisé dans le bordereau des prix contractuel (cf. Annexe n° 7).

Le titulaire proposera les prix catalogues des pièces en cohérence avec les prix du marché.

Les pièces de rechange mises en place par le titulaire du marché seront garanties un an. Dans ce cas, le titulaire du marché s'engage à remplacer sans coût additionnel toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Les travaux ne pourront être initiés qu'à la réception du bon de commande signé par le représentant de l'établissement du GHT concerné.

Si le titulaire est à l'origine de l'incident, la réparation est entièrement à sa charge.

15.7. MODALITES D'EXECUTION DES OPERATIONS DE MAINTENANCE

15.7.1. CONDITIONS D'INTERVENTIONS

Les opérations de maintenance s'effectueront du lundi au vendredi entre 8h et 18h. Toute intervention débutée dans la journée et se terminant au-delà de 18h ne fera pas l'objet d'un supplément de facturation.

Les interventions de maintenance d'installations situées dans certains secteurs spécifiques ou sensibles pourront s'effectuer la nuit, les samedis, dimanches ou jours fériés. (Blocs opératoires, réanimation, etc.)

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires afin que les interventions soient effectuées de manière à entraîner le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement, sans interrompre le fonctionnement des services hospitaliers et assurer la continuité des services.

15.7.2. PLANNING DES ESSAIS FONCTIONNELS CMSI :

Les essais fonctionnels CMSI (2/an) et la visite triennale SSI calée sur une de ces 2 visites d'essais fonctionnels doivent être coordonnés par l'exploitant avec les différents intervenants liés à cette prestation à savoir :

- Services de soins, d'hospitalisation
- Services sensibles (blocs opératoires, soins intensifs etc.)
- Bureau de contrôle
- Titulaire du marché de maintenance SSI

L'exploitant transmettra 2 mois avant le début des essais un projet de planning aux différents interlocuteurs.

Un retour devra être fait dans les 15 jours.

Une proposition définitive prenant en compte les différents ajustements sera transmise par l'exploitant pour mise en œuvre.

Ce planning final contractuel sera daté, signé par le titulaire avec retour à l'exploitant.

15.7.3. DELAI D'INTERVENTION :

En cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux des Installations, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 4 heures.

Un appel téléphonique dans l'heure doit être assuré par le titulaire du marché pour les DAS (CCF-SDAD) conditionnant le fonctionnement des zones à environnement contrôlé (blocs opératoires, secteurs stériles, laboratoires etc.)

Ce délai court depuis la demande d'intervention qui pourra être doublé d'un appel téléphonique.

Dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens serait en jeu, le titulaire prend immédiatement les mesures conservatoires d'urgence qui s'imposent et en informe, par tout moyen, le représentant de l'établissement du GHT concerné.

15.7.4. DELAIS DE REMISE EN SERVICE :

Le prestataire s'engage à remettre en état de fonctionnement les DAS à l'issue de la vérification ou de la maintenance dans un délai de :

8h00 pour les pièces courantes à savoir :

Portes DAS CO 48 :

- Electro aimant de maintien en position ouverte
- Contacts de position
- Ferme porte

Clapet coupe-feu télécommandé :

- Electro-aimant de maintien en position d'attente
- Contacts de position

Volet/tunnel de désenfumage :

- Electro-aimant de maintien en position d'attente
- Contacts de position

Tourelle/caisson de désenfumage :

- Pressostat
- Interrupteur de proximité

Ouvrants/exutoires de fumée :

- Câbles mécanique
- Vérins
- Système de maintien en position de fermeture

Ce délai court depuis la demande d'intervention qui pourra être doublée d'un appel téléphonique.

Pour les DAS (CCF-SDAD) conditionnant le fonctionnement des zones à environnement contrôlé (blocs opératoires, secteurs stériles, laboratoires etc.), ce délai est de 4h00 pour les équipements ci-dessus.

Lorsque le titulaire prévoit que le délai réel de remise en service va dépasser ce délai, il en informe l'établissement et définit avec lui les moyens ou les mesures compensatoires à mettre en œuvre pour pallier à la panne (ex commande de pièce ne figurant pas dans le stock)

Si le titulaire est contraint de prendre des mesures d'urgence pour mettre hors service une ou plusieurs installations ou pour faire fonctionner une ou plusieurs installations en mode dégradé, Il devra informer immédiatement l'établissement en lui précisant les délais à prévoir pour remettre en état de fonctionnement la ou les installations et en précisant les risques induits par cette situation.

15.7.5. APPROVISIONNEMENT DE MATERIEL :

En cas de commande de matériel nécessaire à la remise en état fonctionnel du DAS, les éléments suivants seront précisés : (Exemple remplacement de volets, clapets coupe-feu, coffrets de relayage, tourelle de désenfumage, etc.)

- Dates et heures de la demande GMAO par l'exploitant
- Date et heures de la commande du DAS, de la pièce par le titulaire
- Date, heure de livraison du matériel sur site envisagée. Elle ne devra pas excéder les délais moyens précisés ci-dessous

La remise en service devra se faire dès la réception du matériel dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à partir de la réception du matériel, toutes les prestations pouvant retarder la remise en service devront être anticipées (VRD, grutage, sous-traitance etc.)

Dans le cas contraire, les pénalités seront appliquées.

Délais moyens de livraison de matériel DAS :

- Porte coupe-feu → 4 semaines
- Clapet coupe-feu télécommandés → 4 semaines
- SDAD → 1 semaines
- Volet de désenfumage → 4 semaines
- Coffret de relayage → 2 semaines
- Tourelle de désenfumage → 4 semaines

15.7.6. CONFORMITE REGLEMENTAIRE DES PRESTATIONS EXECUTEES DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE :

Le titulaire devra transmettre à la suite des maintenances correctives effectuées :

- Les PV DAS du matériel remplacé
- Les PV d'essais et de mise en service

Suivant les travaux à effectuer, il devra également transmettre les éléments suivants :

- Les PV de calfeutrement
- Les PV visant à restituer les éléments de résistance au feu de l'environnement des DAS (ex reprise d'étanchéité de trémie, restitution de degré de résistance au feu etc.)

Suite à la réception du devis et du descriptif des travaux envisagés, le représentant GHT du site concerné se réserve le droit de missionner un bureau de contrôle afin de valider la conformité des travaux à effectuer en vue du remplacement du DAS.

A l'issue des travaux, le titulaire devra lever les réserves pouvant être émises par le bureau de contrôle à ses frais jusqu'à ce que le rapport soit exempt de toute observation.

15.7.7. SUIVI DE PRESTATION :

Une réunion faisant suite aux essais fonctionnels CMSI et à la visite triennale SSI sera organisée par l'exploitant dans les 15 jours faisant suite à la fin des essais.

Le responsable du suivi de la maintenance des DAS transmettra au préalable le bilan des essais, dysfonctionnements anomalies constatées et les devis de remise en état fonctionnel des équipements.

Ce document devra être transmis à l'exploitant 5 jours ouvrés avant la réunion.

Il sera par la suite complété à l'issue des visites de maintenance préventive.

16. CYBERSECURITE

Dans le cadre de ses prestations de maintenance, le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles nécessaires à la protection du Système de Sécurité Incendie (SSI) du GHT, en conformité avec l'état de l'art, les exigences hospitalières et les référentiels nationaux.

Ces mesures doivent viser à garantir la disponibilité, l'intégrité, la traçabilité et, lorsque applicable, la confidentialité des données transitant ou stockées par les équipements du SSI. Le périmètre inclut les matériels numériques du système (CMSI, UGA, serveurs de supervision, passerelles IP, portails web, etc.), ainsi que les moyens d'accès à distance ou d'administration.

16.1. OUTILS ET ACCES MIS A DISPOSITION PAR LE GHT

Le titulaire devra obligatoirement utiliser les environnements sécurisés et procédures internes du GHT pour toute opération à distance ou sur site (maintenance, mise à jour, accès supervision, récupération de logs).

Par défaut :

1. Les connexions à distance se feront exclusivement via VPN TLS ou bastion (type Systancia CleanRoom) ;
2. Les accès doivent être nominatifs, authentifiés par double facteur, et limités à des plages horaires définies (par défaut 8h–18h) ;
3. Toute intervention doit être journalisée (identité, motif, date/heure, système concerné).

16.2. HEBERGEMENT ET SOUS-TRAITANCE

Si une solution logicielle de supervision ou de reporting du SSI est hébergée hors site, une autorisation écrite préalable du GHT est obligatoire.

Si des données sont externalisées ou si une sous-traitance est utilisée, l'opérateur devra démontrer :

1. Une conformité HDS (Hébergeur de Données de Santé) si des données sensibles sont traitées ;

2. Une transparence totale sur la localisation des serveurs, le rôle des sous-traitants, et leur conformité RGPD/NIS2.

16.3. INCIDENTS, VULNERABILITES ET GESTION DE CRISE

Le titulaire assure une veille de vulnérabilité continue sur les équipements SSI connectés et leurs systèmes embarqués.

1. Les correctifs critiques doivent être appliqués dans un délai de 10 jours calendaires maximum ;
2. En cas d'incident de sécurité ou cyberattaque, une notification au GHT est obligatoire dans un délai de 2 heures ouvrées ;
3. Le prestataire devra participer à la cellule de crise SSI et produire un rapport post-incident sous 5 jours ouvrés

16.4. REFERENTIELS APPLICABLES

Le prestataire s'engage à respecter les référentiels suivants :

1. Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) du GHT (disponible sur demande) ;
2. PSSI-MCAS du Ministère de la Santé ;
3. Recommandations ANS relatives aux SI hospitaliers ;
4. Guides ANSSI, notamment sur les systèmes industriels, GTC/GTB et cybersécurité SSI ;
5. Norme ISO/IEC 27001 sur le management de la sécurité de l'information ;
6. Directives NIS2 applicables aux opérateurs de services essentiels (OSE).

16.5. CONTROLE ET AUDITS

Le GHT se réserve le droit de procéder à des audits de sécurité ou de conformité SSI, réalisés en interne ou par un tiers mandaté.

Le titulaire s'engage à coopérer pleinement à ces audits (accès aux systèmes, documents, registres, journaux), sans surcoût pour le maître d'ouvrage.

Liste des annexes

- Annexe 1 : Etat quantitatif du matériel (Système de détection incendie)
- Annexe 2 : Etat quantitatif du matériel (Détecteur)
- Annexe 3 : Etat quantitatif du matériel (Système de mise en sécurité incendie)
- Annexe 5 : Fiche de renseignements
- Annexe 6 : DPGF prestations forfaitaires
- Annexe 7 : BPU pièces détachées
- Annexe 8 : BPU migration matériel
- Annexe 9 : Gestion du stock (pièces détachées stockées en local)
- Annexe 10 : Gammes de maintenance préventive DAS (pour les centres hospitaliers concernés)
- Annexe 11 : livrable DAS (pour les centres hospitaliers concernés)
- Annexe au CCTP : dispositions particulières de chaque établissement

